

IATF-2025/ INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Plusieurs conventions attendues

L'organisation par l'Algérie de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre à Alger, sera en effet une occasion de mettre en avant les potentialités de l'industrie pharmaceutique nationale. Les producteurs pharmaceutiques nationaux, publics et privés, au nombre de 14, vont saisir ce rendez-vous continental pour décrocher des parts au sein du marché africain. P 3



INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION **Recul de l'inflation à 3,1 % en juillet**

L'Office national des statistiques (ONS) a publié, hier, ses dernières données sur l'évolution des prix à la consommation. Elles confirment une tendance encourageante : l'inflation poursuit sa décrue en Algérie, portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires.

P 2

PARTENARIAT ALGÉRIE-KOUEÏT

Un projet ambitieux dans l'hydrogène vert dévoilé

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a reçu ce lundi à Alger, Sheikh Mishal Al-Jarrah Al-Sabah, président du conseil d'administration de la société koweïtienne Metro Holding Company. La rencontre a permis de présenter un projet d'investissement majeur dans l'hydrogène vert, axé sur l'exploitation du potentiel solaire et éolien de l'Algérie, la fabrication locale d'électrolyseurs et l'exportation vers l'Europe.

P 5

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU SAFRAN **L'Algérie lance sa stratégie nationale**

La culture du safran en Algérie va connaître un véritable essor, notamment dans les régions montagneuses qui offrent des conditions climatiques idéales pour cette plante. Aussi, l'Algérie entend développer cette culture en l'organisant. Dans cette optique le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ont lancé la stratégie nationale pour développer la culture du safran en Algérie.

P 3

INTERNET

**L'ensemble du territoire
national couvert par la fibre
optique «début 2027»** P 2

PAIEMENT DES COTISATIONS ANNUELLES
DES AGRICULTEURS AFFILIÉS

**La CASNOS fixe
le 30 septembre comme
date limite** P 2

PÉTROLE

**Le Brent
à 68 dollars** P 4

PRIX DU LAIT UHT
Le ministère du Commerce intérieur réaffirme son engagement à lutter contre toute pratique illégale

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a réaffirmé, dimanche dans un communiqué, concernant des informations récemment relayées sur une hausse des prix du lait stérilisé UHT, son engagement à assurer un suivi rigoureux du marché afin de lutter contre toute pratique illégale, soulignant que les grandes entreprises nationales de production ont démenti toute augmentation des prix. "Suite aux informations relayées dernièrement sur une hausse des prix du lait UHT, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national informe l'opinion publique nationale qu'il a reçu des données officielles auprès des grandes entreprises nationales de production (Soummam, Tchén-Lait "Candia", Hodna Lait), confirmant de manière catégorique qu'aucune augmentation n'a été appliquée, les prix demeurant inchangés comme pratiqués sur le marché national", lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, le ministère a salué la position de ces entreprises nationales, ainsi que leur responsabilité sociale de garantir la stabilité de l'approvisionnement du marché, et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, réaffirmant "son engagement à assurer le suivi rigoureux sur le terrain et le contrôle du marché afin de lutter contre toute pratique illégale ou tentative d'exploitation susceptible de porter atteinte aux intérêts du consommateur". Le ministère a également réitéré, dans son communiqué, son engagement à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, et à assurer la disponibilité des produits et la stabilité des prix.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Recul de l'inflation à 3,1 % en juillet

L'Office national des statistiques (ONS) a publié, hier, ses dernières données sur l'évolution des prix à la consommation. Elles confirment une tendance encourageante : l'inflation poursuit sa décrue en Algérie, portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires.

Par Sirine R.

En juillet 2025, l'indice brut des prix à la consommation dans la capitale a enregistré une légère hausse limitée de 0,4 % par rapport au mois précédent, un rythme nettement inférieur à celui observé un an plus tôt (+0,8 % en juillet 2024). Cette augmentation (+0,4 %), proche de celle observée au mois précédent (+0,2%), s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits manufacturés qui s'élèvent à 1,7%, indique l'ONS dans sa Note. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de juillet 2025, une hausse de 1,3 % par rapport au mois précédent. Sur une base annuelle, la situation apparaît encore plus favorable : comparé à juillet 2024, l'indice affiche une « baisse de 0,4 % », un signal positif qui reflète un ralentissement durable de

l'inflation. Le rythme d'inflation annuel (août 2024 – juillet 2025) s'établit ainsi à +3,1 %, contre des niveaux nettement plus élevés les années précédentes.

Les produits alimentaires en nette baisse

Les biens alimentaires enregistrent une baisse mensuelle de 0,8 %, grâce notamment au recul marqué des prix des produits agricoles frais (-1,5 %). La viande de poulet (-7,5 %), les fruits (-12,1 %) et la pomme de terre (-13,1 %) se distinguent par des baisses significatives. En glissement annuel, les prix alimentaires chutent de 6,2 %, traduisant l'impact positif de l'amélioration de l'offre sur le marché. En revanche certains produits connaissent des hausses, à l'image des légumes (+7,7 %) et des œufs (+10,8 %). Les produits alimentaires industriels, pour leur part, restent stables (+0,1 % sur un mois,

-3,1 % sur un an). Contrairement à la tendance alimentaire, les prix des produits manufacturés poursuivent leur progression avec une hausse de 1,7 % en juillet. Les services demeurent globalement stables (+0,1 %). Au niveau national, la tendance est similaire : l'indice général des prix à la consommation progresse faiblement de 0,2 % en juillet, tiré à la baisse par la diminution des prix des biens alimentaires (-0,9 %). Ces évolutions traduisent une amélioration sensible du climat inflationniste, largement portée par la détente des prix alimentaires. Elles témoignent aussi des effets conjugués des mesures de régulation du marché, de l'augmentation de l'offre agricole et du contrôle renforcé sur certaines filières. La baisse de l'inflation, si elle se confirme dans les prochains mois, devrait contribuer à redonner du pouvoir d'achat aux ménages et à consolider la stabilité économique du pays.

PAIEMENT DES COTISATIONS ANNUELLES DES AGRICULTEURS AFFILIÉS

La CASNOS fixe le 30 septembre comme date limite

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a invité, lundi dans un communiqué, les agriculteurs affiliés à s'acquitter des cotisations annuelles, rappelant que le dernier délai

était fixé au 30 septembre 2025. A cet effet, la CASNOS invite les agriculteurs affiliés à "se rapprocher de ses services pour s'acquitter des cotisations annuelles dans les délais impartis afin d'éviter des péna-

lités de retard". Ce faisant, ils pourront "bénéficier de la couverture sociale pour eux et leurs ayants droit et d'autres prestations comme l'assurance maladie", souligne la même source.

Les intéressés peuvent régulariser leur situation via le service de e-paiement sur la plateforme numérique damancom.casnos.dz, selon le communiqué.

INTERNET

L'ensemble du territoire national couvert par la fibre optique "début 2027"

Par R E.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, dimanche à Batna lors d'une visite de travail, que le réseau de fibre optique couvrira l'ensemble du territoire national "au début de 2027". Le ministre, insistant sur l'importance stratégique du programme d'extension de cette technologie à tout le territoire national, a souligné, dans ce contexte, la nécessité d'accélérer le rythme des chantiers en cours en vue de connecter les différents groupements d'habitation et pôles d'activités afin de répondre à la demande croissante sur l'internet à très haut débit. M. Zerrouki a également rappelé les obligations des opérateurs de téléphonie mobile qui ont à assurer une couverture conforme aux cahiers des charges, ainsi que la couverture des axes routiers nationaux. Le ministre a appelé les opérateurs de té-

léphonie mobile à utiliser, à la fin de la saison estivale, les stations mobiles installées sur les plages "en tant que solution temporaire", en attendant l'achèvement de nouveaux projets portant sur les stations de base, avant de les engager à "réfléchir à des solutions techniques permettant de mieux valoriser les capacités des stations en exploitation pour couvrir les zones connaissant des manques en la matière". Il a également indiqué que l'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs du secteur fait l'objet d'une "attention particulière", avant de rappeler la série de mesures annoncées en leur faveur lors des visites de terrain effectuées, la semaine dernière, dans les wilayas de l'Ouest du pays. Lors de sa visite dans la wilaya de Batna, M. Zerrouki a inspecté plusieurs structures de son secteur, où il a insisté sur la nécessité d'améliorer le service de la poste et des télécom-

munications dans la wilaya de Batna. Il a notamment supervisé la mise en service du réseau de fibre optique dans le pôle urbain de Hamla 2, à Batna, où il a souligné que cette action s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant à la généralisation de cette technologie à travers tout le pays, y compris dans les villages et les zones rurales. Le ministre a ajouté que parallèlement au déploiement de la fibre optique, les câbles en cuivre seront complètement mis hors de service, ce qui augmentera la vitesse du débit internet. M. Sid Ali Zerrouki a également inspecté, au chef-lieu de wilaya, les agences commerciales des opérateurs de téléphonie mobile Jazzy, Ooredoo et Mobilis, et la recette principale d'Algérie poste, avant d'inaugurer l'Agence commerciale d'Algérie Télécom de Merouana après sa réhabilitation, ainsi qu'un bureau de poste à la cité "1.650 logements" AADL dans la

commune d'Oued Chaâba. Le ministre de la Poste et des Télécommunications a par ailleurs annoncé, dans une déclaration à la presse, que 300 distributeurs automatiques de billets (DAB) seront mis en place "d'ici à deux mois" dans différentes wilayas et ce, après le déploiement de 600 DAB à travers le pays, en attendant l'achèvement des procédures administratives en vue de l'acquisition de 700 autres équipements de ce type. Evoquant le concours de recrutement lancé par Algérie Poste, le ministre a souligné qu'il sera organisé "dans les tout prochains jours" en vue d'embaucher quelque 1.000 agents postaux, ce qui contribuera à alléger la pression sur les travailleurs de cette entreprise. Il a fait part, à ce propos, de directives signifiées aux responsables concernés afin d'améliorer le climat de travail de cette catégorie de personnel dont les salaires ont été augmentés, pour une meilleure qualité de service.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IATF-2025/ INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Plusieurs conventions attendues

L'organisation par l'Algérie de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre à Alger, sera en effet une occasion de mettre en avant les potentialités de l'industrie pharmaceutique nationale.

Par Sirine R.

Les producteurs pharmaceutiques nationaux, publics et privés, au nombre de 14, vont saisir ce rendez-vous continental pour décrocher des parts au sein du marché africain. Selon une responsable du ministère de l'Industrie pharmaceutique, plusieurs conventions d'exportation de médicaments et de dispositifs médicaux algériens vers des pays africains seront signées lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025).

« La participation algérienne à cet événement se fera à travers 14 opérateurs publics et privés, chacun devant signer au minimum un contrat d'exportation », a précisé la directrice de la promotion de la production pharmaceutique au ministère, Imène Belabbès. Ces opérateurs activent dans différents segments, allant de la fabrication de médicaments et de dispositifs médicaux aux services liés à la recherche clinique, a-t-elle ajouté. L'IATF 2025 sera ainsi, selon elle, «une semaine de réseautage, de conférences et de négociations commerciales», avec un double objectif : conclure des partenariats stratégiques à travers la signature de contrats et renforcer la souveraineté sanitaire africaine en favorisant une complémentarité industrielle entre l'Algérie et les autres pays du continent. La responsable a rappelé, à ce titre, que l'Algérie dispose de plus de 200 unités de production pharmaceutique et de dispositifs médicaux, représentant à elles seules près d'un tiers du tissu industriel pharmaceutique africain, une capacité im-



portante qui impose, selon elle, de « trouver de nouveaux débouchés pour absorber le surplus de production».

«L'Algérie a déjà acquis une expérience notable en matière d'exportation vers plusieurs pays africains. Le défi aujourd'hui consiste à élargir ce portefeuille, en augmentant le volume exporté par opérateur et en diversifiant la gamme des produits», a-t-elle expliqué. Par ailleurs, Mme Belabbès a estimé que l'IATF 2025 offrira une opportunité pour engager des discussions avec les partenaires africains afin d'alléger les procédures réglementaires et faciliter l'accès aux marchés du continent, ce qui permettrait d'accroître le volume des exportations algériennes. Elle a salué, à cet égard, la décision de créer des filiales de banques algériennes dans plusieurs pays africains, une mesure capable de lever de nombreuses contraintes financières et de

simplifier les opérations d'exportation. Les exportations pharmaceutiques de l'Algérie ont atteint 46 millions de dollars en 2024, contre 31 millions en 2023, principalement grâce à l'insuline, a révélé Mme Belabbès.

«Ce chiffre devrait encore progresser avec les accords qui seront conclus lors de l'IATF 2025 et les prochaines vagues d'exportation, notamment dans les segments de l'oncologie et des matières premières», a-t-elle assuré. Enfin, elle a indiqué que des négociations seront également menées durant la foire autour de projets d'investissement, aussi bien pour les opérateurs étrangers souhaitant s'implanter en Algérie que pour les entreprises algériennes désireuses d'investir dans d'autres pays africains. De telles initiatives, a-t-elle souligné, contribueraient à renforcer la complémentarité industrielle et à élargir les opportunités de partenariat sur le continent.

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU SAFRAN

L'Algérie lance sa stratégie nationale

Par Réda Hadi

La culture du safran en Algérie va connaître un véritable essor, notamment dans les régions montagneuses qui offrent des conditions climatiques idéales pour cette plante. Aussi, l'Algérie entend développer cette culture en organisant. Dans cette optique le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ont lancé la stratégie nationale pour développer la culture du safran en Algérie.

Cette initiative s'inscrit dans les priorités du gouvernement et vise à valoriser les résultats de la recherche scientifique et du développement technologique. La démarche allie ambition scientifique et réalisme économique. Une convention de coopération a donc été signée entre les deux ministères pour organiser et développer la filière du safran.

A cette occasion, M. Baddari a souligné que cette stratégie "constitue l'une des clauses du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant une agriculture diversifiée reposant sur la valorisation des résultats de la recherche scientifique et à forte valeur ajoutée pour l'économie et la société", annonçant "le coup d'envoi de la campagne de plantation du safran en tant que produit

de grande valeur socioéconomique". Cette stratégie tend à atteindre quatre objectifs majeurs: "valoriser les résultats de la recherche dans le domaine agricole et améliorer la production et la productivité, développer de nouvelles variétés de semences, mettre en place des industries manufacturières du safran et apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale à travers sa commercialisation aux niveaux local, régional, continental et international", a-t-il fait savoir, saluant "les efforts des cadres et chercheurs des secteurs de l'Enseignement supérieur et de l'Agriculture ainsi que les résultats remarquables accomplis dans ce sens". La valorisation des résultats de la recherche en agriculture et leur application, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, permettront "d'aboutir à un label algérien pour le safran, à même de conquérir les marchés et de rehausser le prestige économique de l'Etat algérien", a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Cherfa a précisé que cette initiative constitue "une première étape dans le processus de relance de cette filière à valeur ajoutée", saluant "les efforts de tous les acteurs dans l'élaboration de cette stratégie nationale, en application des instructions des hautes autorités du pays", lesquelles accordent une importance à cette culture, en mobilisant tous les moyens d'accompagnement et d'appui.

Il a également mis en avant "les efforts considérables des institutions de recherche et de formation sous tutelle, notamment l'Institut national de recherche forestière (INRF), et son rôle dans la relance de cette filière à travers la mise en place d'un itinéraire technique, la conduite d'expériences sur l'adaptation de cette culture aux différents climats de notre pays, et la formation de dizaines de producteurs issus de toutes les wilayas du pays, sans oublier le rôle essentiel des producteurs qui ont relevé le défi et contribué au financement et à la promotion de cette culture".

Les deux ministères travailleront ensemble pour garantir le succès de cette initiative et pour faire de l'Algérie un acteur majeur dans la production de safran de haute qualité.

A cette occasion, une convention de coopération a été signée entre le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, représenté par le l'ENSA et le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), et le secteur de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, représenté par l'INRF, et le Centre national de Contrôle et de Certification des Semences et des Plants (CNCC). Cette convention vise à valider l'itinéraire technique de la culture du safran, pour permettre sa production et son exportation, tout en assurant la formation.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT
IATF 2025, une opportunité pour renforcer le positionnement de l'Algérie

Par R E.

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre à Alger, contribuera à renforcer le positionnement de l'Algérie en tant que hub stratégique du commerce et de l'investissement sur le continent, notamment à travers la mise en valeur de ses capacités productives, a affirmé dimanche à Alger, l'économiste Mouloud Khelif. Intervenant lors d'une journée d'information consacrée aux "Enjeux et perspectives de l'IATF 2025", organisée au Centre international des conférences "Abdelatif Rahal", en présence du ministre de la Communication, Mohamed Meziane, et du commissaire de l'événement, l'ambassadeur Larbi Latrèche, M. Khelif a souligné que cette manifestation permettra de positionner clairement l'Algérie parmi les premières économies du continent et de mettre en avant son potentiel, faisant d'elle un hub central jouant un rôle clé dans la dynamisation des échanges commerciaux et des investissements en Afrique. Cet événement viendra également consolider le rôle de leader de l'Algérie dans l'intégration africaine et mettre en relief sa contribution à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, a ajouté l'expert. La foire sera l'occasion de mettre en lumière les capacités industrielles, agricoles et énergétiques de l'Algérie, a poursuivi M. Khelif, tout en insistant sur les retombées économiques attendues à travers notamment les opportunités commerciales et d'investissement, des partenariats prometteurs, la promotion du secteur touristique, ainsi que la valorisation des compétences innovantes de la jeunesse algérienne. Par ailleurs, la manifestation contribuera à l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), notamment en mettant en avant ses avantages, selon l'expert soulignant que l'IATF constituera une véritable plateforme pour lever les obstacles à la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes à travers le continent, ainsi que pour concrétiser l'union douanière africaine. La Foire commerciale intra-africaine sera aussi l'occasion d'alimenter le débat sur les moyens de renforcer la coopération économique continentale, en particulier à travers l'harmonisation des politiques commerciales. M. Khelif a estimé que cette édition est "la plus importante et la plus ambitieuse" depuis le lancement de cette manifestation en 2018, eu égard au volume des contrats commerciaux et d'investissement attendus dans de nombreux secteurs, ainsi qu'à la participation de délégations de haut niveau. L'événement accordera également une attention particulière à plusieurs thématiques centrales, telles que l'innovation, les startups, ainsi que la contribution des talents africains de la diaspora à la réalisation des objectifs de développement durable du continent, a précisé l'expert.

HADJ 2026
Réunion de la
commission
d'examen des recours
déposés par les
agences de voyage
non habilitées à
organiser cette
opération

La Commission chargée d'examiner les recours déposés par les agences de voyage non habilitées à organiser l'opération du hadj pour la saison 1447h/2026, s'est réunie, dimanche au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, indique un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO). Cette réunion, "présidée par l'Inspecteur général du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, s'est tenue en présence de représentants des différents secteurs impliqués dans l'organisation du hadj", précise le communiqué. L'ONPO avait annoncé, le 27 août, la liste préliminaire des agences de voyage habilitées à participer à l'organisation du hadj pour la saison 1447h/2026, tout en fixant le délai de dépôt des recours écrits auprès de la Direction des activités du hadj, du jour de l'annonce des résultats jusqu'au 30 août à 12h00.

PÉTROLE
Le Brent à 68 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse lundi, soutenus par une activité manufacturière forte en Inde et résiliente en Chine. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,87% à 68,07 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 1,00% à 64,65 dollars. L'activité manufacturière de l'Inde en août a été "la plus élevée depuis au moins 2022", a souligné un analyste. Et si l'indicateur clé de l'activité manufacturière en Chine a marqué en août un cinquième mois consécutif de contraction, le résultat est "contrasté" par une légère amélioration par rapport au mois de juillet, a noté un autre analyste. Il n'y a pas de "signe émergeant de ralentissement de la croissance de la demande de pétrole, malgré les préoccupations macroéconomiques", estiment d'autres analystes. Selon eux, la croissance de la demande en 2025 et 2026 devrait être "conforme à la croissance observée en 2024".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,31	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1409,00	-0,35	-0,32	-0,51	9,06	5,52	20528	28 923 952,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	NC	0,00	-5,97	-1,69	6,22	6,84	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2280,00	0,00	-0,08	0,40	10,87	5,48	4757	10 845 980,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,22	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-1,54	-5,32	3,63	5,47	0	0,00

DÉLIVRÉE PAR L'AUTORITÉ ÉCONOMIQUE DE CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE (AECE)

Ooredoo obtient la certification électronique « THI9A »

Dans le cadre de la stratégie nationale de transformation numérique impulsée par l'État algérien, Ooredoo annonce avec fierté avoir obtenu le certificat de signature et de certification électronique « THI9A » (confiance), délivré par l'Autorité Économique de Certification Électronique (AECE), relevant de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Électroniques (ARPCE). Cette distinction fait de Ooredoo le premier opérateur de téléphonie mobile en Algérie et parmi les premiers opérateurs économiques du pays à disposer de ce certificat, conformément aux dispositions de la loi n°15-04 fixant les règles générales relatives à la signature et à la certification électroniques. Le lancement officiel des services «

THI9A » par l'ARPCE, sous l'égide du Ministère de la Poste et des Télécommunications, constitue une étape décisive dans l'édification d'une économie numérique fiable et sécurisée, permettant de renforcer la confiance des opérateurs dans les transactions électroniques. À cette occasion M. Roni TOHME Directeur Général de Ooredoo Algérie, a déclaré : « L'obtention par Ooredoo de la certification électronique THI9A constitue une étape importante dans notre engagement pour la modernisation et la digitalisation de nos services. Nous tenons à saluer les efforts considérables de l'État algérien, du ministère de la Poste et des Télécommunications ainsi que de l'ARPCE et de l'AECE qui œuvrent activement pour instaurer un climat de confiance numérique et accélérer la

transformation digitale en algérie. En tant qu'acteur économique de premier plan, Ooredoo est fier d'accompagner cette dynamique nationale et de contribuer au développement d'une économie moderne, sécurisée et transparente». La signature et la certification électronique constituent un outil essentiel pour les opérateurs économiques. Elles garantissent la sécurité et l'authenticité des transactions numériques, réduisent les délais et simplifient les procédures, tout en assurant leur conformité légale. Elles permettent ainsi de renforcer la transparence, d'accroître la compétitivité et de soutenir la dynamique de transformation digitale. À travers cette réalisation, Ooredoo réaffirme son rôle de partenaire stratégique dans la modernisation et la digitalisation de l'économie nationale.

FORMATION PROFESSIONNELLE À DJELFA

Les projets en cours assureront 3.600 nouvelles places pédagogiques

Les projets en cours de réalisation dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à Djelfa permettront, une fois achevés, d'assurer 3.600 nouvelles places pédagogiques, a indiqué, dimanche, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El-Mahdi Oualid, lors d'une visite de travail dans la wilaya. Ces projets, dotés d'une enveloppe de plus de sept (7) milliards de DA, s'inscrivent dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya, a précisé le ministre dans une déclaration à la presse. Leur réception attendue "dans les plus brefs délais", va renforcer la capacité d'accueil du secteur avec 3600 places pédagogiques, a-t-il détaillé. Selon M. Oualid, ces projets vont contribuer à remédier au retard enregistré dans le secteur, notant qu'outre la réalisation de nouveaux centres de formation, plusieurs établissements déjà opérationnels sont en cours de réhabilitation et de modernisation, en vue d'adapter les spécialités de formation qui y sont assurées aux spécificités de la région, en axant notamment sur les métiers de l'agriculture et de l'industrie. "Le développement du secteur de la formation professionnelle vise essentiellement à pourvoir le marché du travail en main-d'œuvre qualifiée dans des spécialités répondant aux aspirations de la jeunesse, qui est au cœur des préoccupations des autorités supérieures du pays", a, encore, souligné le ministre. Au cours de sa visite, M. Oualid a pro-

céder à la pose de la 1ère pierre de réalisation de quatre (4) projets, soit trois (3) centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) à Ain Afka, Zaâfrane et la wilaya déléguée de Messaad, ainsi qu'un Institut national spécialisé au nouveau pôle urbain de Berbih. Le ministre a également écouté les préoccupations de jeunes et d'élus locaux, portant notamment sur l'extension du

parc des structures du secteur, l'enrichissement de la nomenclature de formation et l'ouverture de nouveaux centres à travers les différentes communes. Au chef lieu de wilaya, il a visité une école privée de formation professionnelle assurant plusieurs spécialités relatives à la couture moderne, la confection de gâteaux et l'informatique, entre autres.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 31 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	77	93	62	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	509	584	434	الثوم الجاف
	Carotte	100	112	88	الجزر
	Navet	125	139	112	لفت
	Poivron	96	109	83	الفلفل الاخضر
	Piment	118	138	99	الفلفل الحار
	Courgette	100	113	87	الكوسة
	Haricot vert	202	228	177	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	132	146	118	الخس
Fruits frais	Pomme locale	337	413	262	التفاح المحلي
	Datte	594	713	475	التمر
	Banane	437	450	422	الموز
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر
	Pastèque	74	84	65	البطيخ الاحمر
	Raisin	221	281	162	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1813	1933	1693	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	356	368	344	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	الببيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Cap sur l'hydrogène vert

Alors que la planète accélère sa course vers les énergies propres, l'Algérie mise sur l'hydrogène vert pour transformer son modèle énergétique. Avec un programme ambitieux de 15 000 MW, des projets industriels structurants et une ouverture vers l'Afrique et l'Europe, le pays se positionne comme un futur hub régional de l'énergie verte.

Par Mourad A.

L'Algérie amorce une étape décisive dans sa transition énergétique, plaçant l'hydrogène vert au cœur de sa stratégie de diversification. Fortement dépendante des hydrocarbures, l'économie nationale s'ouvre aujourd'hui à un nouveau modèle énergétique fondé sur le solaire, l'éolien et l'innovation industrielle, avec l'ambition de devenir un acteur régional et international de premier plan. « Depuis 2023, l'Algérie a adopté une vision nouvelle pour les énergies renouvelables, attirant à la fois des investisseurs locaux et étrangers », a expliqué Boukhalfa Yaici, directeur général du Green Energy Cluster Algeria, lors de son passage à la télévision algérienne. Parmi les projets structurants, figure la réalisation d'une centrale de 3 200 MW en cours, qui sera suivie par 1 500 MW supplémentaires entre 2026 et 2027. À terme, le programme national prévoit de déployer 15 000 MW, une capacité considérée comme une véritable rampe de lancement vers

l'hydrogène vert.

Le professeur Yaici a rappelé que l'hydrogène vert repose sur trois ressources naturelles largement disponibles en Algérie : le soleil, le vent et l'eau. « Toutes les études confirment que l'Afrique du Nord sera un futur pôle mondial de production d'hydrogène vert à des coûts compétitifs », a-t-il souligné. L'objectif affiché ne se limite pas à la production brute. L'Algérie veut aussi se positionner dans la transformation et la valorisation industrielle de cette ressource, à l'image de ce qu'elle a longtemps fait avec le gaz naturel. Un projet pilote de conversion de moteurs diesel de bus en moteurs à hydrogène a d'ailleurs été lancé, sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Pour Yaici, « c'est une première étape pour intégrer progressivement l'hydrogène vert dans la mobilité et créer une dynamique industrielle locale ».

Au-delà de l'hydrogène, l'Algérie mise sur l'essor des batteries lithium-ion, indispensables à la mobilité électrique et au

stockage énergétique. Le pays entend valoriser ses ressources minières en collaboration avec des experts de la diaspora, tel le professeur Zaghbi, reconnu mondialement pour ses travaux sur les batteries. « Si nous ne maîtrisons pas la matière première comme le silicium ou le lithium, nous ne pourrions pas être compétitifs », a insisté le professeur. L'Algérie a d'ores et déjà engagé un partenariat industriel avec des opérateurs chinois pour la production de verre destiné aux panneaux solaires, un élément clé pour augmenter le taux d'intégration locale. Cette industrialisation vise à réduire les coûts, créer des emplois et garantir une meilleure compétitivité sur le marché mondial.

L'ouverture africaine et les défis européens

L'hydrogène vert s'inscrit aussi dans une stratégie géopolitique. En Afrique, où 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité, l'Algérie ambitionne de développer des micro-réseaux solaires pour électrifier les zones isolées et exporter son

savoir-faire. « L'Algérie peut jouer un rôle majeur dans l'électrification du continent et dans la promotion d'un modèle énergétique durable », a affirmé Yaici. Sur le plan européen, les enjeux sont tout aussi cruciaux. Dès 2026-2027, l'Union européenne imposera de nouvelles contraintes carbone sur l'acier, menaçant les exportations traditionnelles algériennes. « Pour continuer à accéder au marché européen, il faudra fournir soit des électrons verts, soit des molécules d'hydrogène vert », a averti le président du Green Energy Cluster Algeria, qui voit dans cette contrainte une opportunité pour accélérer la transition.

Avec ces projets, l'Algérie ne veut plus se contenter du rôle de fournisseur d'énergie brute. Elle ambitionne de devenir un producteur de solutions technologiques et de valeur ajoutée dans le secteur énergétique. « Ce que nous construisons aujourd'hui n'est qu'un point de départ. La véritable bataille, c'est l'hydrogène vert, et nous devons la gagner », a conclu Boukhalfa Yaici.

PARTENARIAT ALGÉRIE-KOWEÏT

Un projet ambitieux dans l'hydrogène vert dévoilé

Par M A.

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a reçu ce lundi à Alger, Sheikh Mishaal Al-Jarrah Al-Sabah, président du conseil d'administration de la société koweïtienne Metro Holding Company. La rencontre a permis de présenter un projet d'investissement majeur dans l'hydrogène vert, axé sur l'exploitation du potentiel solaire et éolien de l'Algérie, la fabrication locale d'électrolyseurs et l'exportation vers l'Europe. En présence du secrétaire d'État aux Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et de cadres

du secteur, l'essentiel des discussions a porté sur la présentation par Metro Holding Company d'un projet d'investissement d'envergure en Algérie. L'objectif est d'exploiter les immenses potentiels solaire et éolien du pays pour produire et exporter de l'hydrogène vert. L'initiative repose sur plusieurs axes stratégiques : le transfert de technologie, la localisation industrielle, notamment par la fabrication d'électrolyseurs, le développement des compétences nationales et le renforcement du contenu local.

Sheikh Mishaal Al-Jarrah Al-Sabah a insisté sur l'importance de bâtir des partenariats durables, intégrant la formation et la montée en expertise

des ingénieurs algériens. Les deux parties se sont accordées pour la tenue prochaine de rencontres techniques entre experts afin d'élaborer une feuille de route commune pour ce projet. De son côté, le ministre Mohamed Arkab a rappelé les atouts majeurs de l'Algérie, qui ambitionne de se positionner comme un acteur régional et international de l'hydrogène vert. « Avec son ensoleillement exceptionnel, son potentiel éolien et une infrastructure énergétique développée, notre pays est naturellement destiné à être un centre de production et d'exportation d'hydrogène vert vers l'Europe », a-t-il déclaré.

Dans ce cadre, Arkab a mis en

avant le projet du « corridor sud de l'hydrogène », reliant l'Algérie au marché européen. Ce projet bénéficie d'un soutien politique affirmé, notamment via la déclaration d'intention signée à Rome en janvier 2025, qui illustre l'engagement de l'Algérie à diversifier ses approvisionnements et à réduire ses émissions de carbone. Pour réussir ce virage stratégique, le ministre a insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre juridique et réglementaire attractif. « L'Algérie a adopté un nouveau cadre d'investissement plus compétitif et transparent, qui offre des garanties solides aux investisseurs étrangers », a-t-il affirmé, soulignant que le pays mise aussi sur le renforce-

ment des compétences humaines et la coopération internationale pour accélérer le transfert de savoir-faire et de technologie. La société koweïtienne Metro Holding Company, l'une des plus importantes du pays du Golfe, est active dans des secteurs variés tels que l'énergie, l'infrastructure, l'immobilier et l'industrie. Forte de son expérience dans la gestion de grands projets stratégiques, elle entend élargir sa présence régionale et internationale en participant aux projets de transition énergétique en Algérie, et en particulier dans l'hydrogène vert, un domaine considéré comme l'avenir des énergies propres.

SONATRACH PRENDRA PART À L'IATF 2025

Vers la signature de plusieurs accords

Par M A.

À l'occasion de la foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach entend franchir une nouvelle étape dans son expansion continentale. L'entreprise prévoit en effet de signer plusieurs mémorandums d'entente avec des partenaires africains, confirmant son rôle de locomotive énergétique du continent. Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Chérif Bouaâra, PDG de Sonatrach International Holding, a indiqué que la compagnie veut consolider sa présence en Afrique à travers une stratégie reposant à la fois sur l'exploration pétrolière et gazière, l'exportation de produits pétroliers et pétrochimiques, et l'investissement dans les énergies renouvelables. « L'Algérie est l'ainé de

l'Afrique, et Sonatrach en est le bras économique et énergétique », a-t-il affirmé. Sonatrach est déjà implantée dans plusieurs pays, dont la Tunisie, la Libye, le Mali et le Niger. En Libye, la compagnie mène deux projets : un bloc exploité depuis 2005 en cours d'étude pour développement, et un second en partenariat avec deux sociétés indiennes, toujours à l'étape d'exploration. Un gisement a par ailleurs été découvert dans la région de Koufra, ouvrant des perspectives de production future. Au total, Sonatrach compte environ cinq projets d'investissement actifs sur le continent. Bouaâra a rappelé que l'exploration pétrolière et gazière reste une activité à forte intensité financière. « Une étude sismique 2D coûte entre 10 et 15 millions de dollars, une 3D environ 30 millions, tandis que le forage d'un puits d'exploration nécessite 20 à 40 millions de dollars. Pour une seule phase initiale d'ex-

ploration, qui dure de 5 à 7 ans, nous parlons d'un investissement de 140 à 150 millions de dollars par pays », a-t-il détaillé. Au-delà de l'exploration, Sonatrach alimente déjà plusieurs marchés africains en GPL et produits pétroliers, notamment en Tunisie, en Égypte et en Mauritanie. L'entreprise cible désormais l'Afrique de l'Ouest mais aussi l'Afrique de l'Est, (Kenya, Tanzanie, Mozambique et Afrique du Sud) où la demande est en forte croissance. « L'objectif est de faire de Sonatrach un fournisseur fiable pour l'ensemble du continent, en s'appuyant sur notre excédent de production et nos complexes pétrochimiques d'Arzew et de Skikda », a souligné Bouaâra.

Le gazoduc transsaharien et l'hydrogène vert au cœur de la stratégie

Parmi les projets stratégiques figure le

gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Algérie et à l'Europe. Sur le territoire algérien, le tracé s'étendra sur environ 500 km. « Ce projet permettra non seulement au Nigeria, premier producteur africain de pétrole et de gaz, d'accéder au marché européen, mais aussi de renforcer l'intégration économique régionale et de créer des emplois », a expliqué Bouaâra. En parallèle, Sonatrach prépare l'avenir avec les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Après l'installation d'une première station solaire à Hassi Messaoud, la compagnie a lancé un projet pilote d'hydrogène vert d'un coût estimé à 10 à 15 millions de dollars, pour une capacité de 40 à 50 MW. « Nous en sommes à la phase de recherche et de tests. L'étape suivante consistera à développer des projets industriels de grande envergure avec nos partenaires étrangers », a-t-il conclu.

GHARDAIA

Cinq puits artésiens
raccordés au réseau
d’électricité

Cinq (5) puits artésiens destinés à l'alimentation en eau potable ont été raccordés au réseau d'électricité dans la wilaya de Ghardaia, a-t-on appris dimanche de la direction locale relevant de Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces forages sont répartis sur la zone industrielle d'Oued Nechou et les quartiers de Touzouz et de Chaabet El-Telli au chef-lieu de wilaya, ainsi que la zone industrielle de la commune d'El- Guerrara et le quartier El-Hadba dans la commune de Metlili, a-t-on précisé. Cette opération, qui a nécessité une enveloppe de plus de 27,6 millions de DA à laquelle Sonelgaz a contribué par un apport estimé à 2,3 millions de DA, a donné lieu à la réalisation d'un réseau de moyenne tension de 2,9 km et à l'installation de cinq transformateurs électriques, explique la même source. Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants de la wilaya, a-t-on souligné.

ORAN

L’abondance de la
pêche à la sardine se
répercute
positivement sur les
prix dans les marchés

Les ports de pêche d'Oran, Arzew et Kristel ont enregistré ces dernières heures une abondance dans la pêche de sardine, ce qui a entraîné une baisse sensible de ses prix, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Pêche et de l'Aquaculture. Cette abondance s'est répercutée positivement sur les prix dans les marchés, passant de 1.200 DA le kilogramme à entre 350 et 450 DA, a indiqué M. Boumediene Bessafi, le directeur local de la pêche et de l'Aquaculture par intérim. La même source a ajouté que 66 tonnes de poissons bleus ont été débarquées, dimanche dans les différents ports de la wilaya, ce qui a contribué à renforcer l'offre et à stabiliser les prix au profit du consommateur. Il a également indiqué que le volume des débarquements de poissons, depuis la seconde moitié du mois d'août en cours, a atteint 701 tonnes à ce jour, en raison de l'amélioration des conditions de pêche après la stabilisation des conditions météorologiques. La même source a précisé que cette abondance s'inscrit dans la dynamique de production que connaît le secteur, soulignant que les pêcheurs s'emploient à approvisionner les marchés en quantités suffisantes de poissons, notamment la sardine, très prisée par les consommateurs.

OUARGLA

Un vif engouement pour les
expositions-ventes de fournitures
scolaires dans le Sud

Les expositions-ventes de fournitures et manuels scolaires ouvertes dans les wilayas du Sud du pays, en prévision de la prochaine rentrée (2025/2026), rencontrent un vif engouement de la part des visiteurs notamment des élèves accompagnés de leurs parents.

A Ouargla, une exposition est ouverte à la maison de la culture Moufdi Zakaria, avec la participation d'une cinquantaine d'exposants, pour permettre notamment aux citoyens à faible revenu d'acquérir divers produits à des prix raisonnables, a indiqué le directeur local du commerce, Zouhir Zouaoui. Pas moins de 30 exposants, dont des détaillants, grossistes, producteurs et importateurs des fournitures scolaires, prennent part à une exposition-vente dans la wilaya de Ghardaia. Dans le même sillage, la maison de la culture Othmane Bali à Illizi abrite une ex-

position similaire regroupant des opérateurs économiques et l'antenne locale de l'Office national des publications scolaires (ONPS). Cette manifestation commerciale s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à assurer la vente des fournitures scolaires à des prix accessibles, a souligné le directeur du commerce, Hamza Hathat. A Adrar, ils sont plus de 22 opérateurs économiques spécialisés qui participent à l'exposition organisée à la maison de la culture sous la supervision de la direction du commerce en coordination avec celle de l'éducation.

D'autres points de vente sont également ouverts dans les daïras d'Oulef, Zaouiet-Kounta et Reggane. Dans l'extrême Sud du pays à Bordj Badji-Mokhtar, le directeur du commerce, Abdallah Badji, a indiqué en marge de la cérémonie d'ouverture d'une exposition-vente de fournitures scolaires à la maison de jeunes, que ce type de points de vente vise à protéger le pouvoir d'achat du citoyen. Approchés par l'APS, des parents d'élèves ont salué cette initiative destinée à les soutenir à l'approche de la rentrée scolaire.

CHLEF

Des sorties pour le suivi du programme d’ensemencement
des bassins d’irrigation agricole

La direction de la pêche et de l'aquaculture de Chlef a programmé des sorties de terrain pour évaluer le succès de l'ensemencement du tilapia rouge dans les bassins d'irrigation agricole, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette institution. "Ces visites s'inscrivent dans le cadre du développement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture. Elles concernent des exploitations disposant de bassins déjà peuplés en tilapia rouge, afin de suivre l'adapta-

tion de l'espèce et la viabilité du projet", a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Hocine Melikeche. Il a précisé que ces sorties ont concerné, dans un premier temps, les bassins d'irrigation d'une exploitation agricole à Oued Fodda, avant de s'étendre aux autres agriculteurs engagés dans ce programme, rappelant que les services de la pêche et de l'aquaculture ont récemment procédé à l'ensemencement de quatre (4) grands bassins d'irrigation dans les

communes de Boukadir, Oued Fodda et Chlef. Selon le même responsable, la première inspection de l'un de ces bassins a révélé des "résultats encourageants" concernant la croissance et l'adaptation des alevins de tilapia rouge, en attendant qu'ils atteignent la taille commerciale pour leur mise sur le marché. L'eau du bassin sera utilisée pour l'irrigation agricole, réduisant ainsi le recours aux engrais chimiques. A noter que la filière sera bientôt renforcée

par deux (2) nouvelles fermes piscicoles, la 1ère à El Guelta, dotée de 12 bassins et d'une capacité de 40 tonnes/an, et la 2e à Chlef avec huit (8) bassins, selon la même source. Avec ses 129 km de littoral, le 2e plus long du pays, la wilaya de Chlef est le siège d'une dynamique notable dans le développement de l'aquaculture en eau douce et marine, parallèlement à la production de poisson issue de ses ports et abris de pêche.

CONSTANTINE

270 millions DA pour l’aménagement de plusieurs unités de
voisinage à la circonscription administrative Ali Mendjeli

La circonscription administrative Ali Mendjeli a bénéficié récemment d'un budget estimé à 270 millions DA destiné à la poursuite de l'aménagement de plusieurs unités de voisinages (UV), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. L'opération concerne trois UV à savoir l'UV1, UV 4 et UV14, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya qui a affirmé que les travaux d'aménagement ont été déjà entamés sous la supervision de l'établissement d'aménagement

des villes d'Aïn Nahas et d'Ali-Mendjeli (EAVANAM). La part du lion (environ 140 millions DA), a été accordé au projet d'achèvement de l'aménagement de l'UV1, l'une des plus grandes UV de la circonscription administrative Ali Mendjeli et située sur un axe névralgique en plein cœur de la ville de ce grand pôle urbain, a fait savoir la même source. Les travaux de parachèvement des travaux d'aménagement lancés dans ce cadre porteront essentiellement sur la réfection des routes, l'aménagement des trottoirs, la

rénovation des réseaux d'assainissement défectueux, le reboisement et l'aménagement d'espaces de détente et de loisirs, selon les informations communiquées par les services de la wilaya. La mobilisation de ce budget s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement visant l'amélioration du cadre de vie à l'intérieur de cette ville considérée comme un prolongement naturel de la ville de Constantine et qui s'étend sur plus de 2.300 hectares avec près de 400.000 habitants, selon la même source.

BOUIRA

Ouverture de 8 foires pour la vente
des fournitures scolaires

Huit (8) foires dédiées à la vente de fournitures et de manuels scolaires ont été ouvertes, dimanche à Bouira, en perspective de la rentrée scolaire 2025-2026. L'inauguration officielle de cette manifestation commerciale s'est déroulée au complexe sportif Rabah-Bitat de la ville de Bouira, en présence du wali Abdelkrim Laamouri et du directeur régional

du commerce de la zone de Blida, Aissa Mechachou. Selon les services de la wilaya, sept (7) espaces commerciaux similaires ont été également ouverts dans les daïras de Lakhdaria, Ain Bessam, M'chedallah et Sour El Ghozlane. Organisées par la direction du commerce, en coordination avec différents partenaires, ces foires proposent une

large gamme de fournitures scolaires à des prix compétitifs, directement du producteur au consommateur. Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'au 24 septembre, vise à réguler les prix sur le marché local et à permettre aux parents d'élèves d'effectuer leurs achats dans les meilleures conditions, selon la même source.

Compétition, guerre et innovation

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n’en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l’innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Milieux

Les sociétés, quelle que soit leur nature, s’adaptent à leur milieu. Un milieu intérieur s’adapte à un milieu extérieur, l’inverse n’étant pas exclu. Il est stable lorsqu’il est adapté à son milieu extérieur. Il est déstabilisé lorsqu’il est inadapté, lorsque leurs échanges déséquilibrés ne sont pas stabilisés. L’équilibre n’est pas la règle. Le déséquilibre peut vider le milieu intérieur de ses éléments et menacer son existence, à l’inverse, le milieu intérieur peut s’incorporer des éléments extérieurs et rééquilibrer ses échanges. Ainsi pour subsister, la déstabilisation pousse le milieu intérieur à s’adapter en modifiant sa propre composition, en modifiant ses échanges avec le milieu extérieur. Les rapports entre les milieux sont des rapports d’échanges symétriques et asymétriques, d’interdépendance, de compétition et de domination. Certaines sociétés (en émergeant) peuvent déstabiliser le milieu extérieur. Les rapports entre milieu intérieur et milieu extérieur peuvent prendre des configurations variables. Le milieu intérieur s’étend sur le milieu extérieur d’une manière précise et s’ouvre à lui de manière précise. Le milieu intérieur chinois s’ouvre de manière à s’étendre sur son milieu extérieur. En termes économiques, il ouvre son marché intérieur de manière à étendre son marché extérieur. En termes de dispositions sociales, une forte propension à épargner réduit les propensions à consommer et à importer. On dira en termes marxistes que la « force productive » chinoise peut ainsi déstabiliser les « rapports de production » mondiaux qui doivent s’adapter. Ce qui fait la différence entre milieu déstabilisé et milieu déstabilisant, c’est la capacité d’innovation du milieu. On peut parler alors d’innovation disruptive. Produire à moindre coût, plus vite et en plus grande quantité, perturbe le milieu et constitue des innovations pour le milieu. L’innovation peut-être de l’ordre de l’organisation sociale, de la technique ou des dispositions sociales.

Processus d’accumulation culturelle ...

Les sociétés sont déjà dans la nature, ainsi, l’inceste et la division du travail ne sont pas spécifiquement humains. Ce sont les processus d’accumulation d’artefacts qui modifient le rapport des milieux et les différencient. La déstabilisation des sociétés avec l’expérimentation de nouveaux environnements et l’incorporation de nouveaux artefacts est à la base des processus de recomposition sociale et d’accumulation. Le sociologue français Bernard Lahire parle de processus d’accumulation culturelle[1]. Pour

lui, la société est dans la nature (humaine et animale), la culture est dans la société, dans le sens où des humains s’associent à des non-humains (vivants et artefacts) pour former société, les uns augmentant, les autres. Le processus d’accumulation culturelle tend à étendre le milieu de la société sur le milieu extérieur et la préhension sur ce milieu par la production d’artefacts.

... en contexte postcolonial.

Les sociétés segmentaires étaient adaptées à leur environnement ; stables ainsi que leur environnement, elles avaient tendance à se reproduire comme à l’identique. Leur ordre social n’était pas perturbé. Mais avec l’intervention intempestive de l’ordre capitaliste et leur intégration dans un ordre colonial, elles ne furent pas seulement déstabilisées, mais défaites. La société indigène persiste, bien que pulvérisée elle est immergée dans un ordre mondial ; l’individu est séparé de son collectif, le collectif est désintégré, l’individu se trouve plongé dans un environnement capitaliste, radicalement différent de son ancien environnement, sur lequel il n’a quasiment pas de prise. La société indigène ne sera pas placée dans la situation de s’adapter au nouvel environnement, elle ne pourra pas l’expérimenter, répondre à ses défis. Elle subsiste, mais ne résiste pas disait Mouloud Mammeri. Le nouvel ordre social excluait sa recomposition, en fait il programmait sa mort lente. Mais la vie a plus d’un tour dans son sac, l’histoire a ses ruses, toutes deux elles firent faire corps à la société pour rejeter ce corps étranger mortifère, la compétition sociale disposant de nouvelles ressources et prit de nouvelles voies. Le nouveau cours mondial défavorable aux puissances coloniales et les nouvelles ressources indigènes rendirent possible l’éradication du cancer colonial. S’adapter au nouveau milieu signifiait rejeter le colonialisme, se défaire du colonialisme. Ce qui fut fait. À l’indépendance se posait la question comment la société va-t-elle se recomposer, faire corps dans le nouvel environnement débarrassé de la colonisation directe pour stabiliser ses rapports ? Comment va-t-elle expérimenter son nouvel environnement et comment va-t-elle trouver sa stabilité ? Quelles voies va emprunter la compétition sociale quant à la compétition mondiale et comment va-t-elle structurer la société ?

Compétitions sociale et mondiale, mouvements de capitaux.

La stratégie industrielle axée sur la diversification des exportations ne doit pas être l’occasion d’une mainmise d’une société sur les ressources collectives. Elle ne doit pas consister en l’exportation d’un capital dont nous n’entretenons pas

la reproduction. Cette production et cette répartition ne peuvent conduire qu’à un appauvrissement et ne seraient le résultat que d’une compétition autour des ressources nationales et non autour de la production mondiale pour une distribution plus équitable de la valeur ajoutée mondiale qui est le véritable enjeu de la géopolitique mondiale actuelle. Une telle politique d’accroissement des exportations aurait pour résultat une augmentation des importations de consommation et une exportation du capital plutôt que son réinvestissement et son accumulation. Les exportations doivent être le moyen de s’approprier une partie de la production mondiale, une manière de porter la compétition sociale dans la compétition mondiale. Elles doivent être le moyen pour la société de valider un travail social, de s’incorporer un savoir-faire mondial et non le moyen pour des moyens de production importés d’extraire une plus-value de rente. La protection de la compétition interne de la compétition externe, autrement dit une compétition sociale isolée de la compétition mondiale ne peut qu’introduire la compétition sociale et ne conduire qu’à un transfert du capital du milieu interne vers le milieu externe, puis avec l’appauvrissement à une guerre civile. Seule une compétition sociale partie prenante de la compétition mondiale peut entraîner le mouvement inverse pour rééquilibrer les rapports du milieu interne et du milieu externe. Or les ressources de la période postcoloniale ont été peu propices à une entrée de la compétition sociale dans la compétition mondiale. La compétition sociale a été protégée de la compétition mondiale, reste à savoir ce qu’a permis une telle protection : accumulation de forces ou dissipation de ressources.

Chaînes de valeur et propensions sociales.

L’orientation que peut prendre la compétition dépend des dispositions sociales. Une production nationale fait partie d’une production mondiale, de quelque manière que puissent être gérés leurs rapports. Les producteurs locaux font partie des producteurs mondiaux, ils s’inscrivent dans des chaînes de valeur locales et mondiales, où ils occupent une position active et passive, élevée ou subalterne. Les dispositions sociales prédominent l’inscription de la société dans ces chaînes de valeur mondiales. Les sociétés diffèrent selon leurs propensions. On peut distinguer celles à fortes propensions à consommer et à importer et celles à fortes propensions à épargner et à exporter. Les institutions et les politiques prédisposent la société et inversement. Les différentes propensions se complètent à l’échelle mondiale : la forte

propension à consommer américaine s’apparentait avec la forte propension à épargner et à exporter de la Chine et de l’Allemagne. Les propensions sont attachées à des préférences individuelles et collectives. La propension à épargner peut être attachée à une préférence pour l’éducation et le logement de nature coûteuse. La propension à consommer peut être attachée à une préférence pour la production locale ou l’importation. Dans un cas, c’est la production sociale qui produit le producteur et le consommateur, le producteur est alors dans le consommateur et inversement, dans un autre, c’est la production mondiale qui produit le consommateur et le producteur, le producteur est alors séparé du consommateur et inversement. Ces dispositions sociales portent la société à former son milieu, ses marchés, à les étendre ou les restreindre, et à s’inscrire dans certaines chaînes de valeur.

Expérience, obsession et propension.

La société éprouve, consent ou réprouve, ses propensions. Si ces propensions ne peuvent pas être déterminées de manière extérieure à l’expérience sociale, elles le sont dans et par l’expérience. Une société peut constater la vie que lui apportent ses propensions, la place qu’elle occupe dans les chaînes de valeur du fait de ses propensions. Elle peut adapter ses propensions à ce qu’elle considère comme ses conditions de félicité. Elle expérimente ses propensions et dans cette expérimentation elle accumule de l’expérience. Mais elle peut s’attacher à des propensions qui réalisaient autrefois son bonheur, mais ne le font plus. Dans la pure consommation, dans la simple jouissance, elle n’accumule pas d’expérience, elle dissipe de la vie. Quand elle s’attache à transformer ses faiblesses en forces, comme transformer sa pure consommation en consommation productive, la société accumule de l’expérience, elle organise la vie, limite son entropie. Quand elle s’attache à des forces qui sont devenues des faiblesses, quand elle reste aveugle à son expérience, elle perd ses forces. La fin de la colonisation libère une forte propension sociale à consommer fortement comprimée lors de la période coloniale, en même temps que la société souffre de l’absence d’un vecteur d’accumulation. La production était dissociée de la consommation, consommer ce n’était pas produire.

(A suivre)

Notes

[1] Bernard Lahire. Les structures fondamentales des sociétés humaines. La Découverte. Paris. 2023.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ÉGYPTE

Le monorail du Nil oriental attendu pour novembre

Pour assurer l'interconnexion entre Le Caire et la Nouvelle capitale administrative, l'Égypte développe diverses infrastructures de mobilité, dont un réseau de monorail. Le projet est aussi destiné à réduire la pollution atmosphérique. La ligne de monorail du Nil oriental en Égypte devrait être inaugurée en novembre 2025, selon un communiqué du porte-parole de la présidence émis à l'issue d'une réunion tenue le lundi 25 août entre le président Abdel Fattah Al-Sissi, le ministre des Transports Kamel El Wazir et d'autres acteurs. Cette ligne reliera la station du Stade et la station de la Cité de justice dans la Nouvelle Capitale administrative, pour un trajet de 56,5 km comprenant 22 stations. Le moment de livraison de la ligne de l'Ouest du Nil reliant la ville du 6 octobre à Wadi El Nil à Gizeh n'a en revanche pas été annoncée. Les deux lignes de monorail couvriront 100 km et 35 stations. Le projet réalisé par un consortium d'entreprises réunissant Alstom, Orascom et Arab Contractors, est estimé à 4,5 milliards USD selon des informations attribuées par la presse locale à Arab Contractors. La capacité de chaque ligne sera de 600 000 passagers par jour. Le projet de monorail fait partie des plans de transport pour la Nouvelle capitale administrative en développement. Il facilitera la mobilité vers la nouvelle ville en développement pour désengorger Le Caire, qui abrite près de 20 millions d'habitants dans sa zone métropolitaine. La ville est conséquemment confrontée à des défis de mobilité accrus, devant lesquels le transport de masse est devenu selon l'État, l'option la mieux adaptée. En parallèle, plusieurs autres chantiers d'envergure ont été entrepris au cours de la dernière décennie pour renouveler tout le système ferroviaire, infrastructures et trains, afin d'améliorer la connectivité et d'éviter les déraillements et accidents de trains.

GRÂCE À LA HAUSSE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE

La production industrielle saoudienne bondit de 7,9 % en juin

Les chiffres de l'Autorité générale des statistiques ont également révélé une hausse de 1,6 % en glissement mensuel de l'indice de production industrielle, soulignant la dynamique de l'économie non pétrolière du Royaume.

Les chiffres de l'Autorité générale des statistiques ont également révélé une augmentation de 1,6 % en glissement mensuel de l'indice de production industrielle, soulignant le dynamisme de l'économie non pétrolière du Royaume. Les activités minières et extractives qui comprennent la production de pétrole brut ont augmenté de 6 % par an, la production saoudienne atteignant 9,36 millions de barils par jour, contre 8,83 millions de barils par jour en juin 2024. La production industrielle de l'Arabie saoudite a augmenté de 7,9 % en glissement annuel pour atteindre 111,9 en juin, grâce à un net rebond de l'industrie manufacturière et à une augmentation de la production de pétrole brut, selon les données officielles. Les chiffres de l'Autorité générale des statistiques ont également révélé une augmentation de 1,6 % en glissement mensuel de l'indice de production industrielle, soulignant le dynamisme de l'éco-

nomie non pétrolière du Royaume. L'IPI, qui mesure les variations de la production industrielle dans les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication, des services publics et de la gestion des déchets, est un indicateur clé du programme de diversification Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Le chiffre de l'IPI de juin, qui reflète une croissance continue dans le secteur manufacturier, confirme les progrès de l'Arabie saoudite dans ses efforts de diversification économique visant à réduire sa dépendance aux revenus du pétrole brut, qui dure depuis des décennies. Dans son dernier rapport, GASTAT a déclaré : "Les résultats préliminaires indiquent une augmentation de 7,9 % de l'IPI en juin 2025 par rapport au même mois de l'année précédente, soutenue par l'augmentation de l'activité minière et des carrières, de l'activité manufacturière, de l'activité de fourniture d'électri-

cité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné et des activités de fourniture d'eau, d'assainissement, de gestion des déchets et de remédiation". Les activités minières et extractives qui comprennent la production de pétrole brut ont augmenté de 6 % par an, la production saoudienne atteignant 9,36 millions de barils par jour, contre 8,83 millions de barils par jour en juin 2024. L'autorité a révélé que le sous-indice des activités manufacturières a augmenté de 11,1 % en juin, soutenu par une augmentation de la fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés, qui a bondi de 15,3 %, et de la production de produits chimiques et de produits chimiques, qui a augmenté de 18,7 %. En mai, un rapport séparé publié par GASTAT a révélé que le produit intérieur brut du Royaume a augmenté de 2,7 % en glissement annuel au cours du premier trimestre, grâce à une forte activité non pétrolière.

QATAR

QatarEnergy obtient une licence d'exploration et de prospection offshore en République du Congo

QatarEnergy a annoncé hier qu'elle et ses partenaires avaient obtenu une licence d'exploration et de prospection offshore dans la région de «Nzombo», au large des côtes de la République du Congo. Elle a déclaré qu'en vertu de la convention de partage de production signé avec le gouvernement congolais, QatarEnergy détiendra une participation de 35% dans la

région, tandis que Total Energies (l'opérateur) détiendra une participation de 50% et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) les 15% restants. S'exprimant à cette occasion, Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al-Kaabi, ministre d'État chargé de l'Énergie, Directeur général et Président exécutif de QatarEnergy, a déclaré: « Nous sommes ravis d'avoir obtenu une

licence d'exploration dans cette zone maritime prometteuse de la République du Congo et de travailler aux côtés de nos partenaires et du gouvernement congolais. Il a ajouté: «Je tiens à saisir cette occasion pour remercier le gouvernement de la République du Congo pour sa précieuse coopération, et nous nous réjouissons à la perspective de mener à bien

des opérations de prospection et d'exploration en collaboration avec nos partenaires et toutes les parties concernées. » La zone de «Nzombo» est située à environ 90 kilomètres au large de la côte de «Pointe Noire» et couvre une superficie de 1 053 kilomètres carrés dans des eaux dont la profondeur dépasse 1000 mètres.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La Tunisie atteint un niveau record dans la collecte de céréales

La Tunisie a enregistré une collecte record de 12 millions de quintaux de céréales au cours de la saison agricole en cours, soit le meilleur résultat des cinq dernières années. L'annonce a été faite par Ali Akrouf, membre du conseil central de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP). Selon le responsable, ce chiffre constitue un levier stratégique pour corriger les insuffisances constatées durant cette sai-

son agricole, marquée par des aléas climatiques et des besoins croissants en approvisionnement local. La prochaine campagne agricole, prévue pour démarrer le 1er septembre 2025, s'annonce prometteuse. Les autorités comptent sur cette dynamique pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la couverture des besoins nationaux en céréales. Dans ce cadre, l'État a mis à disposition des agriculteurs 600 000 quintaux de se-

mences de qualité, essentiellement du blé dur, afin de garantir de meilleurs rendements. Les besoins spécifiques des cultivateurs seront évalués à partir de demain, ce qui permettra d'ajuster l'approvisionnement en fonction des priorités régionales et des conditions de production. La hausse des quantités collectées intervient dans un contexte mondial marqué par les tensions sur les marchés agricoles et la dépendance accrue aux im-

portations. Pour la Tunisie, ce résultat constitue une opportunité de réduire la facture d'importation et de renforcer la résilience du secteur face aux crises alimentaires internationales. Les acteurs du secteur espèrent que cette dynamique permettra également de consolider les revenus des agriculteurs et d'améliorer la compétitivité de la filière céréalière tunisienne, jugée stratégique pour l'économie nationale.

MAURITANIE

Nouakchott frappée par une pénurie aiguë d'essence : une crise récurrente qui s'intensifie

La capitale mauritanienne, Nouakchott, est depuis plusieurs jours confrontée à une pénurie sévère d'essence, entraînant l'immobilisation de nombreux véhicules et une forte tension dans plusieurs stations-service. De longues files d'attente s'y forment dès les premières heures de la journée, dans l'espoir d'obtenir quelques litres de carburant. Bien que ce phénomène ne soit pas

nouveau, la crise actuelle apparaît plus aiguë que les précédentes, selon les témoignages d'automobilistes excédés. Le manque de carburant s'est rapidement fait sentir dans plusieurs quartiers de la ville, provoquant une paralysie partielle de la circulation. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les véhicules fonctionnant à l'essence représentent une part impor-

tante du parc automobile en Mauritanie, notamment dans les deux principales villes du pays : Nouakchott et Nouadhibou. Elle intervient également en pleine période de vacances, marquée par une augmentation notable des déplacements à l'intérieur du pays. Une dynamique encouragée par la récente décision du gouvernement d'inciter les citoyens à passer

leurs congés dans les régions intérieures, dans une logique de promotion du tourisme domestique. Sur les réseaux sociaux, de nombreux usagers ont partagé des images et vidéos montrant des stations bondées et des automobilistes contraints d'attendre des heures, certains finissant même par abandonner leur véhicule, faute de carburant disponible.

GHANA

Olam projette un investissement de 200 millions \$ dans l’agro-industrie

En Afrique de l’Ouest, le Ghana est l’un des principaux importateurs de denrées alimentaires avec le Nigeria et la Côte d’Ivoire. Pour réduire cette dépendance, le gouvernement cherche à accélérer l’industrialisation du secteur agricole avec l’appui du privé.

Au Ghana, le groupe agro-industriel singapourien Olam s’est engagé à injecter 200 millions \$ dans le cadre de la réalisation de projets agro-industriels. L’annonce a été faite le vendredi 29 août dernier par Samuel Okudzeto Ablakwa, ministre des Affaires étrangères du pays. Selon le responsable, cet engagement est le fruit de la visite d’État effectuée par le président John Mahama du 26 au 28 août dernier à Singapour et qui a permis de sécuriser près de 1 milliard \$ d’accords d’investissements dans plusieurs secteurs d’activités auprès de différents partenaires singapouriens. Dans les détails, l’investissement annoncé par Olam vise la construction d’une unité de production de pâtes alimentaires d’une capacité de 43 000 tonnes par an, dont l’entrée en service est attendue en 2026. Le groupe projette également de mettre en place des unités de fabrication d’ali-

ments destinés à l’aviculture et à l’aquaculture, deux filières stratégiques pour la sécurité alimentaire du pays. Selon les estimations officielles, environ 4 000 emplois directs et indirects devraient être créés à travers ces initiatives.

Des marchés à conquérir pour Olam

Les pâtes alimentaires figurent parmi les principaux produits dérivés du blé les plus consommés au Ghana, tirés par l’appétit croissant en milieu urbain. Selon les projections formulées sur la plateforme Statista, la taille du marché ghanéen de cette denrée devrait s’établir à près de 325,4 millions \$ en 2025 et croître de 7,26 % en moyenne par an jusqu’en 2030. D’après le Département américain de l’Agriculture (USDA), le pays doit recourir aux importations, principalement de puis la Turquie, pour satisfaire la de-

mande sur son marché intérieur, dans un contexte où près de 70 % du blé transformé par l’industrie locale est destiné à la fabrication du pain. D’un autre côté, la volonté affichée par le gouvernement ghanéen de relancer l’industrie avicole et réduire la dépendance du pays aux importations de viande de poulet, grâce à une nouvelle feuille de route baptisée « Poultry Farm to the Table Programme », devrait contribuer au développement du marché local des aliments pour animaux dans le pays. Le Ghana représente en effet le second plus important consommateur de viande de poulet de la région derrière le Nigeria, selon les données de l’USDA. L’organisme américain estime également que 80 % de cette consommation est assurée par des importations en provenance des Pays-Bas, des USA, de la Pologne, du Brésil ou encore de la Belgique.

KENYA

Kenya Airways prévoit de lever 500 millions USD pour agrandir sa flotte

Alors qu’elle semblait avoir renoué avec la croissance après un 1er profit depuis plus d’une décennie, Kenya Airways peine à maintenir le cap. La nouvelle perte enregistrée au 1er semestre 2025 s’explique selon les dirigeants par des problèmes de flotte. Kenya Airways (KQ) travaille à un plan visant à lever 500 millions USD d’ici le premier trimestre 2026 pour agrandir sa flotte. L’initiative a été dévoilée le

mardi 26 août par la direction à l’occasion d’un briefing sur les activités du premier semestre 2025, clôturé par une perte avant impôts de 12,17 milliards de shillings (environ 94,1 millions USD). Le board attribue cette perte à une baisse du nombre de passagers et des revenus causée par la mise en maintenance de trois de ses Boeing 787-8 Dreamliners. Selon la presse locale, le DG de la compagnie Allan Kila-

vuka a révélé que le plan d’extension fera passer la flotte de 34 à 53 avions au cours des 5 prochaines années. Plombée par une longue série de pertes pendant plus d’une décennie, KQ a dû être renflouée par l’État kenyan qui a affiché ces dernières années sa volonté de rompre avec ce modèle en lui trouvant un partenaire stratégique. En 2024, où il a renoué avec le profit pour la première fois de-

puis plus d’une décennie, le transporteur avait justifié sa performance par une augmentation de 10% de ses capacités, ce qui a entre autres permis une croissance de 4% du trafic pour un total de 5,23 millions de voyageurs. Conformément au plan d’expansion, le renforcement du parc devrait permettre d’étendre son réseau et d’améliorer le service aux voyageurs.

GUINÉE

De nouveaux billets pour atténuer la pénurie de cash

Selon la Banque centrale de Guinée, la crise de liquidité vient surtout du faible retour des espèces dans les banques, alors que 94% des billets circulent hors du système formel. Elle mise désormais sur la bancarisation et les paiements digitaux pour rétablir la fluidité monétaire. La Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) a annoncé, le dimanche 31 août 2025, la livraison d’un lot de nouveaux billets de banque, afin d’atténuer la tension actuelle en liquidité qui touche les ménages et les opérateurs économiques. La décision fait suite à une commande urgente initiée par l’institution monétaire, afin de répondre à la demande immédiate en numéraire. Toutefois, elle précise que cette mesure, bien qu’utile, ne constitue pas une solution définitive. Selon ses responsables, la difficulté ne provient pas d’un manque de production de billets mais d’un problème de circulation monétaire. Autrement dit, même si davantage de billets sont mis en circulation, leur disponibilité restera limitée tant que les espèces ne retournent pas dans le système bancaire. Parallèlement à l’émission de nouveaux billets, la BCRG dit travailler à une stratégie globale. Cette démarche repose sur plusieurs axes : renforcer la bancarisation pour inciter les citoyens à déposer leur argent dans les banques, encourager les paiements électroniques afin de réduire la dépendance au cash et améliorer la confiance des usagers dans le système bancaire grâce à des réformes réglementaires. La BCRG souligne aussi la nécessité de coopérer avec l’ensemble des acteurs financiers pour accélérer la digitalisation des paiements. L’objectif est de rendre les transactions électroniques plus accessibles et moins coûteuses, notamment pour les particuliers et les petites entreprises qui continuent de privilégier l’usage des espèces.

NIGERIA

Les féculents et les huiles au cœur de l’inflation alimentaire

Au Nigeria, l’augmentation du coût de la vie est une préoccupation pour les populations. À côté de l’appréciation des coûts du logement, de l’électricité, du gaz et d’autres combustibles, la hausse constante des prix des denrées de base est un défi majeur pour les ménages. Le Nigeria fait partie avec le Mexique et le Pakistan des pays où les produits amylacés (contenant de l’amidon) et les huiles ont été les plus touchés par les augmentations de prix alimentaires entre 2019 et 2024. C’est ce que révèle l’ONU dans son rapport sur « L’État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (State of Food Security and Nutrition in the World-Sofi) publié en

juillet dernier. Sur la période étudiée, l’indice des prix pour les produits amylacés de base comme le riz, le blé et les tubercules a atteint un pic de 500 points en juillet 2024 alors que celui des huiles et graisses a dépassé les 375 points. Pendant ce temps, l’indice des prix à la consommation des aliments (Food Consumer Price Index-Food CPI) tournait autour de 300 points. Alors qu’ordinairement, les féculents de base sont la source alimentaire la moins coûteuse, comparativement aux légumes, fruits et aux produits d’origine animale, la FAO souligne que la flambée des prix fragilise les ménages les plus pauvres pour qui les denrées de base composent près des deux tiers

des rations alimentaires quotidiennes. Dans le pays le plus peuplé d’Afrique, les données du Bureau national des statistiques (NBS) entre juillet 2019 et juillet 2024 consultées par Agence Ecofin montrent ainsi que le prix du kg du maïs blanc a septuplé alors que ceux de l’igname, de l’huile végétale et de la farine de blé ont été multipliés respectivement par 10, 5 et 4. Cette situation a contribué à la diminution de l’accessibilité économique à la nourriture pour les ménages nigériens qui consacrent déjà en moyenne 50 % de leurs revenus à l’alimentation. Étant donné que la demande des produits alimentaires se maintient indépendamment des variations de prix (demande inélastique), la flambée des

prix des biens alimentaires a, selon la FAO, des implications sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier pour les consommateurs à faibles revenus. Plus globalement, il faut souligner que la question de la hausse des prix des aliments de base est une préoccupation globale au Nigeria. Une étude parue en novembre dernier révélait ainsi que 71 % des ménages ont érigé au rang de premier choc économique la hausse des prix des produits alimentaires les plus consommées. Cette liste de produits de base comprenait notamment l’oignon, la tomate, le riz, l’huile de cuisine, le poulet congelé, la farine de blé ou l’igname.

BOURSE DE PARIS

Dans l’attente de plusieurs statistiques américaines

La Bourse de Paris débute la séance sur de faibles variations lundi dans une séance calme en l'absence de Wall Street et dans l'attente de la publication, plus tard cette semaine, des derniers chiffres de l'emploi aux Etats-Unis qui se révéleront déterminants pour l'évolution des taux d'intérêt de la Réserve fédérale et pour l'orientation des marchés. L'indice CAC 40 avance de 0,3% vers 7725 points.

Le calme devrait largement s'imposer aujourd'hui sur les places européennes à l'occasion d'une journée qui s'annonce peu animée du fait de la fermeture de New York en raison du jour férié de 'Labor Day', qui marque habituellement la fin des congés d'été Outre-Atlantique. Si le mois d'août a été riche en événements de premier plan (résultats de Nvidia, Jackson Hole, vote de confiance en France,...), la trêve estivale semble désormais bel et bien terminée puisqu'une véritable épreuve de vérité interviendra vendredi avec la publication du rapport sur l'emploi américain pour le mois d'août. Cette statistique fétiche des investisseurs sera d'autant plus suivie que le président de la Fed, Jerome Powell, en a clairement fait un élément d'orientation de sa politique monétaire lors de son discours au symposium des grands argentiers mondiaux tenu dans le Wyoming, il y a une

dizaine de jours. Publiés vendredi, ces chiffres devraient apporter de précieuses indications quant au calendrier et au rythme auquel la banque centrale américain pourrait abaisser ses taux, le scénario d'une baisse de 25 points de base le 17 septembre étant toujours privilégiée par plus de 87% des investisseurs selon l'outil FedWatch du CME Group. Mais les derniers indicateurs en date, notamment la croissance du PIB au deuxième trimestre de jeudi dernier, ont confirmé la vigueur sous-jacente de l'économie, ce qui justifie a fortiori l'absence de mesure de soutien à l'économie. Inversement, une pression de plus en plus forte s'exerce en provenance de la Maison Blanche, mais aussi au sein même de la Réserve fédérale, afin qu'un assouplissement monétaire ne survienne pas trop tard face à une éventuelle détérioration trop brutale du marché du travail.

Dans ce contexte, les marchés d'actions pourraient bien faire du surplace au cours des séances qui viennent dans l'attente des chiffres mensuels de l'emploi, pour lesquels les économistes attendent 90.000 créations d'emplois non agricoles, contre 83.000 le mois précédent, avec un taux de chômage qui pourrait remonter de 4,2% à 4,3%. Le 'rally' boursier de ces derniers mois s'est largement appuyé sur la perspective d'une baisse prochaine des taux aux Etats-Unis, mais certains stratégestes mettent en garde contre un éventuel mouvement de repli, alors que le S&P 500 a atteint de nouveaux records la semaine passée. En plus des données officielles du Département du Travail, cette semaine écourtée à Wall Street sera également marquée par la parution de deux autres enquêtes sur l'emploi, celle de JOLTS mercredi, puis celle d'ADP jeudi. Les indice ISM du secteur manufacturier (mardi) et des services (jeudi) donneront

par ailleurs un aperçu de l'activité économique aux Etats-Unis. En Europe, les investisseurs surveilleront surtout les chiffres de l'inflation en août dans la zone euro, qui paraîtront demain. Enfin, l'évolution du marché parisien pourrait bien évidemment être bouleversée par le climat d'instabilité politique qui règne en France, à une semaine du vote de confiance crucial décidé par François Bayrou sur l'avenir de son gouvernement. Bon nombre d'analystes ont récemment relativisé la portée de l'événement, rappelant qu'en décembre 2024, la motion de censure qui avait fait chuter le gouvernement Barnier n'avait pas empêché le CAC 40 de progresser de plus de 3% durant la phase d'incertitude de deux semaines qui avait entouré son sort. La semaine passée, l'indice parisien a essuyé une perte de plus de 3%, mais réussi de justesse à sauver le support des 7700 points.

BOURSE ZURICH

Le SMI en petite hausse après l’inflation américaine

La Bourse suisse devrait ouvrir autour de l'équilibre lundi matin, rassurée par une inflation américaine qui ne s'est pas envolée avec les droits de douane et retenant son souffle avant la publication de l'indice des prix à la consommation en zone euro. L'inflation est restée stable à 2,6% sur un an en juillet aux Etats-Unis, selon l'indice officiel PCE publié vendredi, dans un contexte où la hausse des prix est un sujet hautement sensible depuis que le gouvernement Trump impose de nouvelles taxes sur les importations. "Dans l'ensemble, l'inflation reste maîtrisée, les dépenses de consommation résilientes et la hausse des prix redoutée due aux droits de douane s'est jusqu'à présent avérée temporaire", a constaté John Plassard, en charge de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. Selon l'expert de la banque genevoise, "les marchés européens sont attendus sans direction claire ce matin, tiraillés entre les incertitudes liées à la trajectoire monétaire de la Fed et les doutes persistants sur l'avenir politique du gouvernement français". Le premier ministre français François Bayrou a en effet sollicité pour le 8 septembre le vote de confiance à l'Assemblée nationale sur la question budgétaire. Les marchés américains seront fermés ce lundi en raison du jour férié du Labour Day. Mardi, les investisseurs suivront l'inflation en août dans la zone euro et vendredi le produit intérieur brut de l'union monétaire européenne (3e estimation). Vers 08h20 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI se préparait à ouvrir en hausse infime de

0,03% à 12'190,80 points, après avoir clôturé vendredi en repli de 0,26%, selon les indications avant-Bourse compilées par la banque Julius Bär. La vaste majorité des valeurs vedettes devrait démarrer la séance dans le rouge, à l'exception des poids lourds pharmaceutiques Novartis (+0,2%) et Roche (+0,4%). Ce dernier et son partenaire américain Alnylam vont lancer une étude de phase III avec le traitement zilebesiran. Le médicament permet de réduire le risque d'événements cardiovasculaires graves chez les patients souffrant d'une pression artérielle trop élevée de manière permanente. Novartis a quant à lui fait état de données d'une étude de phase IV avec Leqvio (Inclisiran). L'étude comparait le médicament avec un placebo en association avec un traitement hypolipédiant (LLT) optimisé individuellement chez des patients présentant un taux de cholestérol élevé. La troisième grande capitalisation de la cote Nestlé (-0,1%) se repliait par contre. UBS (-0,1%) réagissait peu au règlement d'un litige. Un groupe de cadres dirigeants de Credit Suisse, proche de l'ancien président Urs Rohner, a trouvé un accord aux Etats-Unis prévoyant le versement de 115 millions de dollars pour mettre un terme à une action collective en justice. Sur le marché élargi, Ypsomed (+2,9%) accélérerait. Le concepteur de dispositifs d'injection a décroché auprès de l'Agence américaine des médicaments (FDA) une autorisation de commercialisation pour son application maison SmartPilot.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 29 Août 2025					
Valeur : 02 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6994	129.7144
1	EUR	EURO		151.4240	151.4675
1	GBP	POUND STERLING		174.9857	175.0532
100	JPY	JAPANESE YEN		88.2249	88.2591
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1904	18.1938
1	CHF	SWISS FRANC		162.0027	162.1025
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.3817	94.4064
1	DKK	DANISH KRONE		20.2849	20.2917
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6912	13.7054
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8946	12.9118
1	AED	UAE DIRHAM		35.3087	35.3176
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5653	34.5711
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4090	424.5971
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1656	44.6094
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3852	14.3868
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8690	23.9914
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2483	3.2583
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6431	177.6431

ETATS-UNIS

Les marchés américains terminent le mois d’août dans le rouge, Dell chute

Les marchés actions américains ont clôturé la dernière séance du mois d'août en baisse. L'indice PCE, mesure privilégiée de la Fed, est ressorti conforme aux attentes en juillet. Il a progressé de 2,6% en rythme annuel, comme attendu, après 2,6% en juin. Coté valeurs, le groupe informatique Dell a déçu, chutant de près de 9% en raison de la rentabilité décevante de la division abritant les serveurs. Le Dow Jones s'est replié de 0,20% à 45544 points et le Nasdaq a perdu

1,15% à 21455 points. Le S&P 500 a fléchi de 0,64% à 6460 points au lendemain d'un record de clôture. Les mauvaises nouvelles se sont accumulées pour les sociétés exposées au boom de l'intelligence artificielle. Après l'accueil pour le moins mitigé réservé aux résultats de Nvidia, qui a continué de reculer, Dell a dévié de 8,88% à 122,15 dollars et a fermé la marche du S&P500. Les investisseurs ont sanctionné la marge opérationnelle décevante de la division, où est logée son activité

serveurs. Dans le même temps, le groupe informatique a pourtant relevé ses objectifs annuels. Avec des indices américains sur leurs plus hauts historiques, il n'y a pas de marge d'erreur.

Les chiffres économiques du jour

L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 58,2 en août, contre 61,7 en juillet. Il était attendu à 58,6. L'indice des directeurs d'achat de la

région de Chicago est ressorti à 41,5 en août alors qu'il était attendu à 46,6. Il avait atteint 47,1 en juillet. Les États-Unis ont enregistré un déficit de la balance commerciale de 103,60 milliards de dollars en juillet. Il était attendu à 90,20 milliards de dollars, après 84,85 milliards de dollars en juin. Les revenus des ménages ont augmenté de 0,4% en juillet aux Etats-Unis, en ligne avec les attentes après une hausse de 0,3% en juin. La consommation a progressé de

0,5%, comme attendu, après une augmentation de 0,4% en juin. L'indice des prix PCE américain a progressé de 2,6% en juillet, en rythme annuel, comme attendu, après 2,6% en juin. En rythme mensuel, il s'élève à 0,2% comme attendu, après +0,3% en juin. En version core, il a augmenté de 2,9% en rythme annuel, conformément aux prévisions, après une hausse de 2,8% en juin. Cette dernière mesure de l'inflation est très surveillée par la Fed.

CHRISTINE LAGARDE PRÉSIDENTE DE LA BCE

Une prise de control de la FED par Trump serait un danger sérieux pour l'économie mondiale

La présidente de la BCE Christine Lagarde a jugé ce lundi qu'une prise de contrôle de la politique monétaire américaine par Donald Trump serait "un danger très sérieux" pour l'économie américaine et mondiale.

"S'il y arrivait, c'est un danger très sérieux pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale", a-t-elle affirmé sur Radio Classique, rappelant que la politique de la banque centrale américaine (Fed) "a évidemment des effets sur les États-Unis pour maintenir la stabilité des prix et pour assurer l'emploi optimal". "Si elle dépendait du diktat de tel ou tel", a continué Christine Lagarde, "l'équilibre de l'économie américaine, et par voie de conséquence les effets que ça aurait dans le monde entier seraient très préoccupants". Christine Lagarde a cependant ajouté que ce sera "très difficile" pour Donald

Trump de parvenir à une telle situation, parce que "la Cour suprême des États-Unis qui est largement respectée dans le pays et dont j'espère qu'elle sera respectée par lui aussi, a précisément indiqué qu'un gouverneur de la Fed ne peut être révoqué que pour faute grave". "Il faut quand même pousser le bouchon très loin pour être révoqué pour faute grave", a-t-elle estimé. "Donc je pense que ça sera très difficile pour lui d'arriver (parmi) le conseil des gouverneurs qui rassemble les sept qui sont à Washington" plus ceux des banques régionales américaines "à faire complètement tourner la majorité", a

ajouté la présidente de la BCE. Donald Trump, qui estime avoir son mot à dire sur la politique monétaire, et souhaite régulièrement que la Fed baisse ses taux d'intérêt, tente de saper certains de ses plus hauts responsables. Après avoir invectivé pendant des mois le président de l'institution, Jerome Powell, qu'il avait pourtant lui-même nommé à ce poste pendant son premier mandat, le président américain essaie désormais de faire révoquer une des gouverneures, Lisa Cook, accusée par le camp présidentiel d'avoir menti pour obtenir des emprunts immobiliers à taux plus favorables.

CORÉE DU SUD

Séoul enregistre un nombre record d'exportations de semi-conducteurs en août

Les exportations totales du pays ont atteint 58,4 milliards de dollars, le montant le plus élevé jamais enregistré pour un mois d'août. Au contraire, celles vers les États-Unis ont chuté de 12% par rapport à l'année précédente. La Corée du Sud a enregistré en août des exportations de semi-conducteurs plus élevées que jamais, et ce malgré une pression croissante des droits de douane et d'autres restrictions américaines sur le secteur, selon des données gouvernementales publiées lundi. Les exportations de semi-conducteurs ont atteint un montant record de 15,1 milliards de dollars en août, une augmentation de plus d'un tiers par rap-

port au même mois l'année précédente. La forte demande de la Chine ainsi que l'exemption de droits de douanes américains pour les semi-conducteurs ont largement contribué à cette hausse, a rapporté lundi le ministère de l'Industrie. Les voitures et la construction navale, deux autres industries d'exportations clés du pays, ont également enregistré de solides performances. Les exportations automobiles ont atteint 5,5 milliards de dollars et les exportations de navires 3,14 milliards de dollars, toutes deux marquant leurs meilleures performances pour un mois d'août.

Chute des exportations vers les États-Unis

Tirées par ces résultats, les exportations totales du pays ont atteint 58,4 milliards de dollars, également le montant le plus élevé jamais enregistré pour un mois d'août. Au contraire, les exportations vers les États-Unis ont chuté de 12% par rapport à l'année précédente pour s'établir à 8,74 milliards de dollars. Les droits de douane ont pesé sur les exportations d'acier, d'automobiles et de machines. Les deux pays ont conclu un accord portant à 15% les droits de douane américains sur la plupart des produits sud-coréens. Washington les avait initialement fixés à

25%. Mais des droits de douane de 50% restent en vigueur sur certaines exportations, comme l'acier et l'aluminium. Pour le ministre de l'Industrie sud-coréen Kim Jung-kwan, ces chiffres reflètent «la solide compétitivité de nos entreprises et de leur détermination à exporter, malgré des conditions extérieures difficiles telles que les politiques tarifaires américaines», a-t-il déclaré dans un communiqué. «Pour minimiser les dommages infligés aux petites et moyennes entreprises par les mesures américaines, le gouvernement annoncera début septembre un plan de soutien en trois volets», a ajouté M. Kim.

ZONE EURO

Le taux de chômage retombe à son plus bas niveau en Juillet

Les données d'Eurostat indiquent que le taux de chômage de la zone euro est en légère baisse en juillet et plafonne à 6,2%, un niveau historiquement bas, qui avait déjà été atteint en novembre dernier. Il est historiquement bas: le taux de chômage a reculé au mois de juillet dans la zone euro, à 6,2% de la population active, contre 6,3% en juin (chiffre révisé en hausse de 0,1 point), a annoncé Eurostat lundi. Le taux de chômage revient ainsi à son plus bas niveau dans les pays de la zone euro depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série en avril 1998, qu'il avait déjà atteint en novembre 2024. Par rapport à juillet 2024, le taux de personnes sans emploi a diminué de 0,2 point dans les 20 pays partageant la monnaie unique. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'inscrit également en baisse de 0,1 point en juillet par rapport à juin à 5,9%, son point bas historique. Le chiffre de juillet a également été révisé à la hausse par Eurostat. Eurostat estime qu'un peu plus de 13 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en juillet, dont 10,8 millions dans la zone euro. Le taux de chômage est resté stable en France à 7,6%, selon les données harmonisées d'Eurostat. Un niveau qui reste supérieur à celui de ses deux grands voisins, l'Allemagne (3,7%) et l'Italie (6%). Au sein de l'UE, les taux les plus faibles ont été observés à Malte (2,6%), en République tchèque (2,8%) et en Slovaquie (2,9%). Les plus élevés ont été recensés en Espagne (10,4%), en Finlande (9,5%) et en Suède (8,7%). Le taux de chômage des jeunes (moins de 25 ans) était de 14,4% dans l'UE, et de 13,9% dans la zone euro, en baisse dans les deux cas de 0,4 point par rapport au mois de juin.

MALGRÉ UNE FAILLE DE 30 MILLIARDS D'EURO DANS LE BUDGET

Le chancelier allemand refuse d'augmenter les impôts

En dépit des appels de ses partenaires sociaux-démocrates, le chancelier allemand Friedrich Merz a exclu une hausse d'impôts pour combler le déficit budgétaire. Le chancelier allemand Friedrich Merz a fermé dimanche la porte à toute hausse d'impôts, malgré un déficit budgétaire qui se creuse et les appels du partenaire social-démocrate à davantage de recettes fiscales. "Nous avons un contrat de coalition et nous y avons convenu que les impôts ne seraient pas augmentés", a déclaré Friedrich Merz lors d'une interview

donnée à la chaîne publique ZDF. "Et ce contrat de coalition s'applique", a-t-il insisté. Ni lui, ni le chef du parti allié bavarois (CSU), Markus Söder, "n'auraient signé un contrat incluant de nouvelles charges fiscales", a martelé le dirigeant conservateur. Cette prise de position intervient après qu'au sein de la coalition à Berlin, le ministre des Finances et vice-chancelier, Lars Klingbeil, du parti social-démocrate (SPD), a laissé entendre que des hausses d'impôts pour les hauts revenus pourraient être nécessaires pour

combler une faille budgétaire estimée à 30 milliards d'euros dès 2027. "Que le SPD ait d'autres points de vue" sur la question fiscale est "tout aussi légitime que le fait que nous ayons nos propres positions sur d'autres sujet", a ajouté Friedrich Merz, qui a en même temps nié un "clash" au sein de la coalition. Markus Söder est allé plus loin en plaidant dernièrement pour des baisses fiscales, affirmant que la compétitivité économique de l'Allemagne nécessitait un allègement des charges. Friedrich Merz veut relancer l'économie allemande, qui recule depuis 2023,

et pour cela le pays "doit travailler davantage et plus longtemps", a-t-il affirmé. Le chancelier allemand a évoqué un nombre excessif de jours d'absence pour maladie, une productivité stagnante et des coûts du travail parmi les plus élevés d'Europe, qui pèsent sur la compétitivité du pays. Pour l'heure, la grande coalition à Berlin s'est accordée sur des baisses d'impôts, pour un montant de plus de 45 milliards d'euros entre 2025 et 2029, destinées à stimuler l'investissement des entreprises.

EN CHINE, UN TOURNANT DISCRET MAIS MAJEUR POUR L'AUTO

Pourquoi les constructeurs européens devraient s'en inquiéter

Les ventes de voitures électriques viennent de passer la barre des 51% du marché en Chine. Le pays produit sept véhicules électriques sur dix dans le monde et exporte désormais massivement ces modèles. L'Europe comme l'Amérique du Nord doivent suivre de près cette accélération.

La Chine vient de battre un boss de fin dans le rand jeu du marché automobile. Depuis le début de l'année 2025, plus d'une voiture neuve sur deux vendue dans le pays roule en partie ou entièrement à l'électricité. L'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM) a publié des données qui confirment cette bascule vers l'électrique, avec 51% du marché en faveur des nouvelles motorisations. En 2024, les usines chinoises ont produit environ 12 millions de véhicules électriques, soit plus de 70% du total mondial. Sur ce chiffre, 11 millions ont trouvé preneur directement en Chine et le reste est parti à l'exportation. Une progression rapide du premier marché deux-roues mondial, avec des constructeurs chinois capables d'enrichir leur offre et de gagner en compétitivité.

Un marché intérieur devenu laboratoire de l'innovation automobile

En 2025, la Chine a vendu plus de 12 millions de véhicules électriques, dont 60 % de BEV (véhicules entièrement électriques) et 40 % de PHEV (hybrides rechargeables). Cette dynamique est soutenue par des politiques publiques ambitieuses, telles que des incitations financières pour les consommateurs et des investissements massifs dans les infrastructures de recharge. Par exemple, le gouvernement chinois a mis en place un programme d'échange de



véhicules thermiques contre des VE, offrant jusqu'à 2 800 dollars d'incitation financière. Ces mesures ont stimulé la demande et favorisé l'adoption des VE à grande échelle. Les constructeurs chinois, tels que BYD, Geely et Xiaomi, ont su tirer parti de cette dynamique. Par exemple, le BYD Song, un SUV de taille moyenne, a retrouvé sa position de leader des ventes en juin 2025, avec 46 708 immatriculations. Sans compter sur les entreprises comme Xiaomi, initialement connues pour

leurs produits électroniques grand public, qui ont investi dans la production de VE, avec le lancement des modèles tels que le SU7 et le YU7, qui ont suscité un fort intérêt sur le marché chinois. La Chine impose son rythme et mène une concurrence accrue pour les constructeurs occidentaux. Les analystes prédisaient depuis longtemps le moment où l'électrique dépasserait symboliquement la moitié des ventes. En Norvège, ce seuil avait bouleversé le marché en très peu de temps. Avec 50% en 2020, le pays atteignait

déjà 90% quatre ans plus tard. Beaucoup observent désormais la Chine pour savoir si la même logique se reproduira à une échelle beaucoup plus vaste. Mais il y a une sorte de trompe-l'oeil dans ces rapports. La Norvège vend quelques centaines de milliers de voitures par an alors que la Chine en écoule plusieurs millions. Quand Pékin décide de favoriser une technologie, c'est toute l'industrie automobile mondiale qui est concernée. Ce n'est plus un marché parmi d'autres, mais un signal pour l'ensemble du secteur. Les consommateurs chinois accélèrent eux aussi cette mutation. Les modèles entièrement électriques prennent l'avantage sur les hybrides rechargeables. Les véhicules à batterie atteignent 31% des immatriculations de voitures particulières, un chiffre qui confirme que l'achat d'une voiture électrique n'est plus réservé à une minorité urbaine. Les constructeurs l'ont bien compris et diversifient leurs gammes, de la petite citadine bon marché aux berlines de luxe. Cette profusion oblige les marques à innover rapidement puisque la concurrence s'exerce directement dans chaque segment de prix. Tesla découvre à quel point l'écosystème chinois peut se montrer impitoyable. Ses ventes déclinent en 2025 alors même que le marché progresse fortement.

Source : Electrek

SUR FOND DE TUMULTES CONTRACTUELS AVEC OPENAI

Microsoft dévoile des modèles maison

Microsoft a présenté deux modèles d'intelligence artificielle développés en interne: MAI-Voice-1, capable de générer de la parole à partir de texte, et MAI-1-preview, destiné à tester de nouvelles fonctions pour Copilot. L'entreprise poursuit ses négociations avec OpenAI sur l'accès aux modèles et la valorisation de la start-up. Ce jeudi, Microsoft AI a lancé MAI-Voice-1 et MAI-1-preview. MAI-Voice-1 produit rapidement de la parole réaliste. MAI-1-preview répond aux instructions des utilisateurs et fournit des informations pour Copilot. Mustafa Suleyman, PDG de Microsoft AI, a déclaré que l'entreprise cherchait à créer ses propres compétences en intelligence artificielle pour ses services. Microsoft continue sa collaboration avec OpenAI, tandis que les deux sociétés discutent de la propriété intellectuelle, des droits d'accès aux modèles et d'une restructuration d'OpenAI, qui pourrait valoriser la start-up à 500 milliards de dollars.

Deux modèles maison pour évaluer l'IA dans Copilot

Microsoft a développé MAI-Voice-1 et MAI-1-preview pour tester l'IA sur ses services existants. MAI-Voice-1 génère une minute d'audio en moins d'une seconde sur un seul GPU. Le modèle alimente Copilot Labs, Copilot Daily et Copilot Podcasts. L'équipe suit les résultats et note la précision des voix synthétiques. MAI-1-preview utilise 15000 GPU NVIDIA H100. Il fournit des réponses détaillées aux utilisateurs et permet d'expérimenter de nouvelles fonctionnalités de Copilot. Les testeurs américains peuvent demander un accès anticipé pour certains scénarios précis. LMArena a classé ce modèle treizième mondial en qualité de sortie, derrière grok-3-preview-02-24 et devant gemini-2.5-flash. Mustafa Suleyman a déclaré: «Nous devons être capables de disposer de l'expertise interne pour créer les modèles les plus solides au monde». Microsoft exploite son cluster GB200 pour



observer le fonctionnement des modèles et identifier les usages les plus efficaces. Ces deux outils servent à tester la génération vocale et la réponse aux instructions dans des contextes concrets.

OpenAI et Microsoft discutent de contrats et de capital

Il faut savoir que Microsoft possède actuellement des droits ex-

clusifs pour héberger les modèles OpenAI sur Azure. OpenAI cherche à nouer des partenariats avec d'autres fournisseurs de cloud pour diversifier ses revenus tout en conservant l'accès de Microsoft aux modèles. Mais il y a un petit caillou dans la chaussure. Une clause sur l'intelligence artificielle générale permet à OpenAI de limiter l'accès si un système autonome dépasse les performances hu-

maines dans des tâches économiques. Satya Nadella, P-DG de Microsoft, souhaite la supprimer. OpenAI veut la maintenir partiellement. Selon un participant aux discussions, cette clause sert de levier technique et financier. En plus, la répartition du capital après restructuration n'est pas encore fixée. Microsoft pourrait posséder entre 30 et 35% d'OpenAI. La start-up prévoit une vente secondaire d'actions détenues par ses employés, valorisant l'entreprise à environ 500 milliards de dollars. Les échanges avec les autres actionnaires et les autorités de Californie et du Delaware pourraient prolonger le processus. Pas simple. N'empêche, ce mois-ci, OpenAI a levé 8,3 milliards de dollars lors de la première tranche de financement menée par SoftBank. La demande pour ce tour de financement a largement dépassé l'offre initiale. Preuve en est, s'il en fallait, que certains investisseurs sont vivement intéressés par la maison mère de ChatGPT.

IL Y A 20 ANS

Cette motorisation incontournable se trouvait même sous le capot des sportives

Les sportives à essence se font de plus en plus rares, elles ne devront leur survie qu'au renfort de la technologie hybride. Alors aujourd'hui une sportive diesel, c'est tout simplement impensable tant ce carburant n'est plus en odeur de sainteté. Et pourtant, dans un passé assez récent, les modèles diesel survitaminés et pas forcément d'Outre-Rhin étaient légion. Retour sur une époque révolue.



Le diesel est aujourd'hui banni des nos cités comme des gammes de bons nombres de constructeurs automobiles. D'ailleurs pour trouver les modèles diesel restant au catalogue en France sur les sites des constructeurs il faut se lever de bonne heure tant elles sont dissimulées au fin fond de sous-menus. Pourtant, au-delà des utilitaires, des gros SUV et des routières premium, le diesel a aussi connu son heure de gloire sous les capots de nombreuses sportives. Retour sur les versions mazzoutées hautes performances.

Les allemandes chantres du diesel hautes performances

Audi rêvait d'installer son moteur V12 6 litres TDI sous le capot de la supercar R8. Une démarche qui ne manquait pas de cohérence, dès 2006, lorsque l'Audi R10 TDI remportait les 24 Heures du Mans. La marque aux anneaux triompha cinq fois lors de l'épreuve Mancelle avec un bolide diesel (de 2006 à 2008 puis en 2010 et 2011). Pour la R8, la greffe n'a pas pris en raison notamment du couple dantesque du moteur brisant les boîtes de vitesses. La marque aux anneaux proposa tout de même de nombreuses versions sportives alimentées au gazole. Les Audi S6 et Audi S7 Sportback 3.0 Bi TDI fortes de 349 ch et 700 Nm sont arrivées en 2019. A l'étage inférieur, les Audi S4 et S5 (à l'exception de la S5 cabriolet restée fidèle à l'es-

sence pour éviter les nuisances sonores et olfactives) revendiquaient quasiment le même nombre d'équidés avec 347 ch sous le capot. Du côté des SUV, il y eut les deux premières moutures du SQ5 avec des moteurs TDI de 313 puis 341 ch. Et n'oublions pas l'Audi TT TDI la motorisation s'abreuvant de gazole fut proposée sur les seconde (uniquement en quattro) et troisième génération du modèle. En bavière, les ingénieurs de BMW n'ont pas fait les choses à moitié. En 2012, la BMW M550d dopait son moteur à six cylindres en ligne 3 litres par un trio de turbo de quoi revendiquer une puissance de 381 ch pour une valeur de couple de 740 Nm. Soit un beau ratio d'une turbine pour deux cylindres, les Bugatti Chiron et Veyron quadri turbo à moteur W16 ne peuvent s'aligner sur ce point. Adepte de la performance brute notamment avec la RS forte de cinq puis de quatre cylindres, la Ford Focus boxait aussi dans la catégorie juste en dessous avec une ST diesel. Son moteur 2.0 TDCi annonçait 185 ch et 400 Nm.

Alpina, AMG et Brabus : plusieurs écoles sur le diesel

Le préparateur spécialiste des BMW affutées Alpina s'est lui aussi essayé au diesel afin de ne pas se couper d'une partie de la clientèle. Les Alpina carburant au gazole sont toujours proposées au catalogue. Du côté d'AMG, le prépa-

rateur historique de Mercedes, avant qu'il n'entre dans le giron de la marque à l'étoile, il n'y eut qu'une seule et unique tentative de mécanique diesel affûtée. Ce fut la Mercedes C 30 AMG CDI prenant pour base la Mercedes Sport Coupé du début des années 2000. Le moteur à 5 cylindres en ligne est réalésé à 3 litres et la puissance grimpe de 170 à 231 ch tandis que le couple maxi de 540 Nm est identique à celui du moteur V8 de la Classe C AMG de la même époque mais il est ici exploitable dès 2 000 tr/min. En 2020, Brabus se lance lui aussi dans la préparation de moteurs diesels. C'est le Mercedes GLE qui s'y colle. Le quatre cylindres 2.0 de la version 300d passe de 258 à 306 ch tandis que la valeur de couple grimpe de 620 à 690 Nm. Le 0 à 100 km/h progresse de 1,4 s avec un chrono de 6 secondes et une vitesse de pointe de 230 km/h. Tandis que le bloc à six cylindres de la version 400d entré dans l'atelier Brabus avec 330 ch en ressort fort de 370 ch. La valeur de couple progresse de 700 à 750 Nm. La fiche technique indique un 0 à 100 km/h en 5,5 s et une vitesse de pointe de 250 km/h.

Le temps béni de la Golf GTI TDI ?

Désormais vaillant promoteur de l'électrique et de l'hybride rechargeable, la marque Cupra lorsqu'elle n'était encore que le label sportif de Seat proposait une Leon de première génération avec un

moteur 2.0 TDI de 150 ch puis une Ibiza de troisième génération animée par le 2.0 TDI fort de 160 ch qui complétait la version essence 1.8 T de 180 ch. Au début des années 2000, la mythique Volkswagen Golf GTI céda, elle aussi, aux sirènes du diesel. Le bolide se nommait tout simplement GTI TDI avec une puissance de 150 ch. Par la suite, la marque de Wolfsburg n'a plus jamais mêlé les badges GTI et TDI préférant logiquement l'appellation GTD pour la variante sportive diesel qui n'a pas survécu au restylage de la Golf 8 opéré l'an dernier. Dans la gamme Skoda, la compacte/familiale Octavia proposait aussi une variante RS diesel avec le 2.0 TDI en 184 ch modèle livrable en version à quatre roues motrices, la version essence de 230 ch n'a pas droit à la transmission intégrale, puis sur la génération suivante, le diesel (toujours en 4x4) est passé à 200 ch. Outre Manche, chez Mini, la très chic citadine s'est elle aussi convertie eu diesel vitaminée sous la forme de la version Cooper SD disposant d'une puissance de 170 ch.

Mégane R.S. dCi 175 : la GTI frugale

Après s'être essayée, en 2006, avec la Mégane GT forte de 150 ch, la Renault Mégane RS Diesel dispose de 175 ch et de 360 Nm en 2007. La compacte vitaminée revendique une vitesse de pointe de 220 km/h, un 0 à 100 km/h en 8,3 s et est homologuée pour une consommation de 6,5 l/100 km en cycle mixte. Depuis les études de style RC Pique et RC Carreau – les deux bolides à moteur central imaginés avec un moteur 2.0 16V essence de 180 ch et un 2.2 HDi de 175 ch - la marque au lion n'a cessé de cogiter aux sportives diesel. Elles servaient d'écrin à sa technologie HDi qui lui offrit une prestigieuse victoire aux 24Heures du Mans avec la 908 HDI FAP, en 2009. Dans les concessions du lion, aux côtés d'une variante essence de 225 ch, la Peugeot 308 GT recelait sous son capot un 2.0 litres HDi de 180 ch. Pas aussi sportive qu'une S16, la Peugeot 206 HDi 110 ch légère ne démeritait pas question performances. Tandis que l'alter ego de l'Audi TT TDI, évoquée plus haut, était incarné dans la gamme Peugeot par le coupé RCZ HDi fort de 165 ch puis de 160 ch après son restylage. Et du côté des italiennes, la Fiat Stilo Abarth Michael Schumacher (140 ch), l'Afla Romeo 147 Ducati Corse (une édition limitée à 250 unités forte de 170 ch) et l'Alfa Romeo Brera 2.4 JTDm de 210 ch étaient aussi de cette mouvance.

Mots fléchés

Ponçages		Légèreté		Plante vivace		Terme		Parfait		Lettres en croix		Cérémonies	
Concordance						Balance		Lys d'étang				Donnas plus de goût	
Rubans de tissus étroits		Affluent du Rhône		Déjeuner du bébé						Éructation			
							Bateau			Fripouille			
Tamis				Os du genou							Nazi		
Fabuliste grec				Dedans							Titre anglais		
					Prises		Autorité à la télé		Un revenu social Narcis-sique				Femme sans nombril
Petits de l'ânesse													
Préfecture du Lot-et-Garonne						Vêtement							
				Rendre raisonnable								Soutien	
				On le respire									
Tests		Arme traditionnelle du Japon				Affluent de la Loire					Cérium		
		Goût									Titre éthiopien		
						Petite pièce de vaisselle	Attrapée	Victoire de Napoléon					Eroder
Corrigé	Couvertes									Député			
	Extrémité en caoutchouc									Peintures religieuses			
				Boisson									
				Habitant un continent				Parties de fleur					
Résidu du sucre								Bouclier				Greffe	
								Animal rampant					
Arbuste					Regardées		Conflits		Se permettre				
Maléfice													
									Gorge		Préfecture des Alpes-Maritimes		Longue période
Retire		Liquide vital				Pressante							
		Cimeterres				Free party							
			Visage					Saule					
Exécute	Apprécier							Transpire		C'était un service de contre-espionnage		Petite sainte	
	Canton suisse												
			Cuivre		Familles des ours								Avec les coutumes
Récépissé					Défunes						Entre amis		
Optique													
						Enchâs-sées							

Neuf nouvelles spécialités en licence et master à l'université Hadj Lakhdar (Batna)

L'université « Hadj Lakhdar » (Batna1) a ouvert neuf nouvelles spécialités en licence et master, en prévision de la rentrée universitaire 2025-2026, a indiqué lundi le chargé de l'information, de la communication et des relations publiques auprès de cette université, le professeur, Miloud Merad. Il s'agit de deux spécialités en licence, le premier au département d'histoire et le second au département sociologie, en plus de sept spécialités en master à savoir 4 spécialités en sciences humaines et sociales, 2 spécialités en sciences économiques et commerciales et une spécialité en sciences de la matière.



LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE RECOIT L'AMBASSADEUR D'IRAN

Les opportunités de partenariat et de coopération bilatérale examinées

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, hier, l'ambassadeur d'Iran en Algérie, Mohammad Reza Babaie, avec lequel il a examiné les opportunités de partenariat et de coopération bilatérale dans le secteur, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, a permis d'évaluer le niveau des relations bilatérales, notamment dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, précise le communiqué. "Les opportunités de partenariat et de coopération bilatérale entre les opérateurs algériens et iraniens ont également été examinées, afin d'échanger les expertises et les expériences dans différentes spécialités liées à la fabrication de médicaments, sous toutes leurs formes, en vue de garantir la santé du citoyen et de veiller à la sécurité sanitaire du pays", selon la même source.

EL-BAYADH

Plus de 45.000 hectares réservés à l'investissement agricole

Une superficie de plus de 45.700 hectares a été réservée, dans la wilaya d'El-Bayadh, à l'investissement agricole dans le cadre de la concession, au profit des investisseurs et des jeunes, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de l'Office national des terres agricoles (ONTA). La même source a expliqué à l'APS que cette importante assiette foncière agricole, destinée à la mise en valeur agricole dans le cadre de la concession, est allouée conformément aux dispositions du décret exécutif 21-432, qui fixe les conditions et les modalités d'attribution des terres relevant du domaine privé de l'Etat pour leur mise en valeur dans le cadre de la concession. La superficie concernée, destinée à la culture des arbres fruitiers, de la pomme de terre (de consommation et de semence), ainsi que du maïs-grain, est répartie entre les communes d'El-Abiodh Sidi Cheikh et El-Benoud, sur deux périmètres agricoles, à savoir Ed-Dor 02 et la route Bechar-Adrar. Les inscriptions pour bénéficier de ces terres agricoles se font via la plateforme numérique de l'ONTA, a indiqué la même source, ajoutant qu'elles ont débuté le 3 août dernier, avec une prolongation jusqu'au 16 septembre en cours. La superficie maximale pour chaque postulant est fixée à 1.000 hectares, a-t-on précisé, souligné l'ONTA, faisant observer qu'à la fin de la phase d'inscription, une commission technique de wilaya pour la promotion de l'investissement agricole procédera à l'étude des dossiers des candidats. Cette commission, placée sous la supervision du wali et du Directeur général de l'ONTA, regroupe plusieurs secteurs, dont les directions des Services agricoles et de l'hydraulique, des domaines, l'ONTA et le cadastre. Pour rappel, le dixième portefeuille foncier destiné à la mise en valeur dans le cadre de la concession, récemment annoncé et ouvert par l'ONTA, comprend une superficie totale de plus de 50.000 hectares, répartie entre les wilayas d'El-Bayadh (plus de 45.700 ha) et El-Menéa (4.510 ha), dans le cadre des efforts de l'Etat visant à mettre à disposition le foncier agricole et à accompagner les investisseurs sérieux et les jeunes désireux d'investir dans le domaine agricole, afin de promouvoir et de développer ce secteur stratégique.

RENTREE SOCIALE 2025-2026

Le gouvernement à pied d'œuvre

Par Zahir R

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a appelé, hier à Alger, à la mobilisation de tous les moyens et à l'intensification des efforts sur le terrain afin de garantir le succès de la prochaine rentrée sociale 2025-2026.

S'exprimant lors de l'ouverture des travaux de la réunion de coordination avec les walis de la République, tenue en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, M. Ghrieb a indiqué que cette rencontre constitue «une étape importante pour faire le point sur les préparatifs en cours et examiner les mesures à prendre dans les secteurs vitaux».

Il a souligné que cette échéance « exige la finalisation de toutes les opérations liées aux préparatifs », citant notamment la réception et l'équipement des nouvelles infrastructures scolaires et universitaires, l'installation des appareils de chauffage dans les zones rurales, ainsi que l'aménagement d'un environnement éducatif approprié avec des cantines équipées et des repas chauds dès le premier jour.

Le Premier ministre par intérim a également mis l'accent sur l'impératif de mobiliser la communauté éducative et l'ensemble des services concernés afin de renforcer la prévention contre la drogue et les psychotropes. Concernant la rentrée universitaire, il a insisté sur la nécessité d'une coordination accrue avec les responsables des universités et des œuvres universitaires, pour garantir la disponibilité des structures et achever les travaux de maintenance en cours. Sur le plan économique et social, M. Ghrieb a appelé à assurer la stabilité du marché, notamment en veillant à la disponibilité des produits de large consommation et des fournitures scolaires, tout en renforçant les mécanismes de contrôle pour prévenir toute spéculation ou fraude.



Cinq priorités fixées aux walis

Les travaux de la réunion se sont poursuivis en visioconférence, sous la présidence du ministre de l'Intérieur, M. Brahim Merad. Ce dernier a donné une série de directives pratiques visant à optimiser les préparatifs de la rentrée sociale, conformément aux orientations du Président de la République.

Il a présenté un nouveau système d'information destiné à la gestion des ressources humaines des collectivités locales, notamment le personnel chargé des services scolaires. Cet outil, qui sera généralisé dès la rentrée prochaine, vise à améliorer la gestion et la prise de décision.

M. Merad a par ailleurs insisté sur l'accélération du processus de modernisation du secteur et sur l'achèvement des systèmes d'information en cours, relatifs au suivi du développement local et à la gestion des services publics.

Les walis ont, de leur côté, exposé l'état d'avancement des préparatifs et soulevé plusieurs préoccupations liées au développement local, en mettant en avant les moyens de renforcer la coordination intersectorielle. Dans ses instructions, le

ministre de l'Intérieur a mis en avant cinq priorités.

En premier lieu, M. Merad a insisté sur la nécessité de garantir une rentrée scolaire et universitaire réussie, en assurant infrastructures, restauration, chauffage, transport et sécurité des établissements, et d'améliorer la propreté urbaine et l'environnement, en luttant contre les déchets sauvages, en renforçant la collecte des déchets et en aménageant les espaces verts, tout en anticipant les risques climatiques.

Le ministre de l'Intérieur a également insisté sur l'accélération de la réalisation des projets de développement, en respectant les délais et en renforçant le suivi et le contrôle de leur exécution. À cela s'ajoutent l'amélioration de la gestion des établissements publics locaux, notamment dans la collecte des déchets, l'entretien des espaces verts, l'éclairage public et la gestion des centres d'enfouissement, et enfin l'achèvement de l'aménagement des zones d'activités de proximité, destinées aux jeunes investisseurs. Avec ces mesures, le gouvernement entend garantir une rentrée sociale réussie, tout en consolidant les fondements du développement local et en répondant aux attentes des citoyens.

JIJEL

Ouverture des 2^e Journées médicales spécialisées à l'EPSP de Djimla

Les 2^e Journées médicales spécialisées ont été ouvertes lundi à l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) de la commune de Djimla dans la wilaya de Jijel. L'initiative a pour objectif de rapprocher les services médicaux du citoyen et garantir des soins médicaux spécialisés pendant un mois au profit des habitants de cette commune et des régions limitrophes, a déclaré à l'APS le directeur de cet établissement de santé, Mohamed Réda Ksour. Il a ajouté, que l'initiative organisée en collaboration avec l'association de promotion des acti-

vités de jeunes du complexe de proximité de Djimla sous la supervision du directeur local de la santé et de la population (DSP) et avec la participation de plusieurs médecins privés, est placée sous le slogan « ensemble pour élargir la prise en charge sanitaire » et permet aux citoyens de bénéficier de consultations médicales spécialisées.

Des consultations dans des spécialités indisponibles dans la région comme l'ophtalmologie, la gynécologie obstétrique, la chirurgie pédiatrique, la dermatologie, l'orthopédie et rhumatologie, gastro enté-

rologie et urologie, entre autres seront assurées durant ces Journées, a fait savoir le même responsable.

De son côté, le docteur Mahnane Mohamed, spécialiste en chirurgie ophtalmologique a considéré que ces Journées constituent une opportunité pour rapprocher les services médicaux du citoyen en assurant des consultations spécialisées à titre gracieux, notamment pour les couches vulnérables et également unir les efforts entre médecins généralistes et spécialistes pour une meilleure prise en charge des malades.